

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2199 - LUNDI 5 JANVIER 2015

Désarmement des FDLR

Les contours du recours à la force se précisent



Des soldats de l'ONU inspectent des armes restituées par des FDLR

L'équipe des envoyés spéciaux internationaux appelle à des actions militaires décisives contre les rebelles hutus rwandais conformément aux résolutions 2098 et 2147 du Conseil de sécurité. Cette nouvelle donne fait suite au refus d'un grand nombre des combattants des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) d'obtempérer à l'ultimatum que la RDC leur lancé et ses partenaires internationaux les astreignant à déposer les armes. À la date butoir du 2 janvier 2015, à peine 26 % des combattants FDLR ont été désarmés sur un effectif total estimé à près de 1300 hommes.

Après expiration de l'ultimatum leur accordé, l'option militaire est devenue inévitable. « Toutes les dispositions opérationnelles requises ont été prises et seront prises à cet effet », fait-on savoir du côté du gouvernement congolais.

Page 18

SUD-KIVU

La réouverture de l'hôpital de Panzi réclamée

Plusieurs ONG locales se disent préoccupées par la saisie des comptes de l'hôpital de Panzi et demandent aux autorités de trouver une mesure transitoire pour permettre à cet établissement hospitalier de fonctionner. Les autorités de Kinshasa accusent cet hôpital de fraudes fiscales et lui réclament non seulement le paiement d'un impôt professionnel sur les rémunérations de ses employés, mais aussi le paiement d'arriérés d'un montant de près de 600.000 euros pour 2012 et 2013. La décision de la DGI est ainsi dénoncée comme une violation de « droit à la santé des malades dont le droit à la vie est dorénavant mis en péril à défaut d'approvisionnement en médicaments et autres fournitures nécessaires pour prodiguer des soins ». L'hôpital pointe, pour sa part, une taxation illégale et établit un lien entre cette affaire et les récentes prises de position de son médecin directeur Dr Mukwege en rapport avec la révision de la Constitution.

Page 18



Une vue de l'hôpital de Panzi

ENVOIS DE FOND

Désintérêt grandissant des banques

Le secteur bancaire se retire progressivement de cette activité pour des raisons de sécurité, mais ce retrait observé depuis un certain moment aura à terme un impact négatif sur le fonctionnement des transferts d'argent vers les pays en développement qui en ont le plus besoin pour augmenter leurs revenus nationaux. Le souci d'éviter toute exposition aux circuits liés au blanchiment d'argent et au financement des organisations terroristes serait une des raisons évoquées pour justifier cette nouvelle tendance.

En cherchant actuellement à augmenter les coûts de transfert de fonds, les banques ne font que contribuer à l'exclusion des plus pauvres en les empêchant d'avoir accès aux services financiers formels, constate-t-on. D'où la nécessité d'appliquer un certain nombre de technologies innovantes et de réformes dans les mécanismes de transfert de fonds et de comptes bancaires.

Page 18

RECENSEMENT DE LA POPULATION

L'opposition dénonce une stratégie de glissement du calendrier électoral

En présentant l'organisation des élections locales, municipales et provinciales ainsi que le démarrage des opérations du recensement de la population comme les deux faits majeurs censés caractériser 2015, Joseph Kabila s'est attiré la foudre de l'oppo-

sition qui y perçoit là une stratégie visant à faire « glisser » le calendrier électoral et retarder la présidentielle de 2016.

Pour le président de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) Vital Kamerhe, on ne peut conditionner la tenue des élections au

recensement qui est une opération laborieuse dans un pays comme la RDC, près de quatre fois la France, et où des pans entiers des territoires de l'est sont contrôlés par des groupes armés locaux et étrangers.

À l'UDPS, cette stratégie de

glissement du calendrier électoral est décryptée comme une alternative visant à contourner le refus par la communauté internationale de toute idée de révision constitutionnelle.

Page 17

ÉDITORIAL

Et 2015 ...

Oui, que nous réserve cette année 2015 dont nous vivons les premières journées après en avoir fêté dignement jeudi dernier la première seconde ? Verra-t-elle nous apporter, à titre individuel et collectif, ce que chacun de nous espère, c'est-à-dire la paix, la prospérité, le progrès, l'amitié, l'amour même ? Ou bien sera-t-elle troublée par l'une ou l'autre de ces déviations que toute société humaine porte en elle et que seule la bonne gouvernance permet de neutraliser ?

Si la question se pose aujourd'hui pour nous, c'est parce que le Congo, s'étant reconstruit au terme de quinze années de travail et de sacrifices, va devoir fixer son avenir en adaptant ses institutions aux réalités du temps présent. Certes, rien n'a encore été décidé sur ce terrain, mais le doute – pour nous en tout cas – n'est plus permis : 2015 sera ce moment très particulier où un peuple, une nation, choisit le mode de gouvernance qui lui permettra d'affronter l'avenir dans les meilleures conditions possibles.

Pour nous qui observons l'actualité avec attention, il ne fait aucun doute que les douze prochains mois verront s'accomplir l'une des réformes les plus fondamentales qui aient marqué l'Histoire de notre pays depuis son accession à l'indépendance il y a cinquante-cinq ans. Perçue au départ comme une manœuvre politicienne visant à perpétuer le pouvoir qui nous avait sortis du chaos à la fin du siècle dernier, la réforme des institutions est devenue au fil des jours une nécessité à laquelle tout le monde, ou presque, se rallie. Ce qui n'empêche nullement les désaccords sur le fond et promet un débat aussi animé que serein que devra au final trancher le peuple lui-même, c'est-à-dire les citoyennes et les citoyens en âge de voter.

Comme l'a dit avec autant de calme que de détermination le Président de la République, le 31 décembre dans son Message à la nation congolaise, faisons en sorte que cette nouvelle page de notre Histoire s'écrive dans la paix et la sérénité. Au point où il est parvenu, c'est à notre peuple, et à lui seul, que revient la tâche fondamentale d'adapter ses institutions aux exigences du temps présent. Mais s'il le fait, veillons à ce que cette nouvelle étape sur la voie du progrès s'accomplisse sans heurt, sans polémique inutile, sans divorce intérieur.

Bonne année 2015 à vous qui lisez ces quelques lignes !

Les Dépêches de Brazzaville

MESSAGE DU CHEF DE L'ÉTAT À LA NATION

Denis Sassou N'Guesso invite à poursuivre l'effort de construction nationale en 2015

Le mot travail est revenu plusieurs fois dans le message que le président Denis Sassou N'Guesso a adressé à la nation à la veille du Nouvel an 2015 : « L'année 2015 sera, à l'instar des années passées, celle

son message, rendu hommage aux victimes des inondations provoquées par des pluies diluviennes en 2014 à Brazzaville et Pointe-Noire.

Sans déroger au débat en cours dans le pays sur l'échéance

paix, la sécurité et la stabilité de notre pays, recouvrées au prix du sang des Congolais ».

Il a aussi récusé des ingérences extérieures « sans frais », appelant les Congolais à résoudre leurs problèmes entre eux, de préférence par le dialogue.

Le chef de l'État a dépeint les conflits armés sédentaires et naissant qui ravagent plusieurs régions du monde, auxquels s'ajoutent les effets de la crise économique renforcée par la chute des cours des matières premières, en particulier du pétrole. « Au cours du dernier trimestre de l'année, Les pays producteurs, le nôtre compris, ont dû, tous, réviser à la baisse leurs prévisions des recettes budgétaires », a-t-il souligné. En somme, une situation politico-économique mondiale incertaine, dont l'éclaircie, plutôt diplomatique, est venue du dégel historique

« L'année 2015 sera, à l'instar des années passées, celle du travail acharné en vue du mieux-être des Congolais. Il n'y aura en conséquence pas de place pour les querelles politiciennes et le déchirement »

du travail acharné en vue du mieux-être des Congolais. Il n'y aura en conséquence pas de place pour les querelles politiciennes et le déchirement », a déclaré le chef de l'État en substance, annonçant par ailleurs qu'au cours de cette nouvelle année, « Le Gouvernement portera en 2015 la valeur du point d'indice des salaires des agents de l'État de 225 à 250 ».

Autre annonce qui touche cette fois le quotidien des Congolais habitant Brazzaville et Pointe-Noire, la création cette année d'une société publique de transport urbain pour, a-t-il indiqué résoudre l'épineux problème du transport en commun dans les deux grandes villes du Congo. Denis Sassou N'Guesso a, au tout début de

2016, relative à l'élection présidentielle, le président de la République s'est voulu rassurant : « L'élection présidentielle ce sera en 2016 et les élections législatives en 2017. On a le temps de les voir arriver. Travaillons d'abord. Viendra après le temps des joutes électorales ». Pour Denis Sas-

« L'élection présidentielle ce sera en 2016 et les élections législatives en 2017. On a le temps de les voir arriver. Travaillons d'abord. Viendra après le temps des joutes électorales »

sou N'Guesso qui dit se réjouir de la poursuite de ce débat enrichissant au sein de la classe politique : « Rien, mais alors rien ne doit compromettre la

entre les États-Unis et Cuba, salué par le président de la République.

Gankama N'Siah

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras

Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndongo, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

MESSAGE DE VŒUX À LA NATION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR DENIS SASSOU-N'GUESSO, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DU NOUVEL AN 2015

Mes Chers Compatriotes,

Dans quelques heures, l'année 2014 arrivera à son terme.

En cette circonstance de réjouissances familiales, je partage plus fortement encore le chagrin de tous ceux qui, au cours de ces douze derniers mois, ont perdu des proches. J'ai une pensée particulière pour nos compatriotes victimes des pluies diluviennes ayant occasionné érosions et inondations mortelles à Brazzaville et à Pointe-Noire. Que toutes les familles frappées par des drames en cette année qui s'achève trouvent ici l'expression de la compassion profonde de la Nation.

De cette année :

Les historiens retiendront qu'elle a vu, à travers le monde, les conflits armés se poursuivre et d'autres s'ouvrir avec leur lot d'atrocités.

Les observateurs salueront singulièrement une année historique qui a consacré le début de la normalisation des relations entre les Etats-Unis d'Amérique et la République de Cuba.

Sur le plan économique, l'incertitude marque l'évolution du monde. Des centaines de millions de personnes à la recherche d'un emploi n'en ont pas trouvé.

Les marchés des matières premières notamment ceux du pétrole ont modifié les équilibres économiques mondiaux, particulièrement, au cours du dernier trimestre de l'année.

Les pays producteurs, le nôtre compris, ont dû, tous, réviser à la baisse leurs prévisions des recettes budgétaires, tandis que les pays consommateurs voient leur facture énergétique s'alléger. Pour les uns, la croissance de leur produit intérieur brut pourrait être ralentie, et pour les autres, elle pourrait s'accélérer dans les mois à venir.

Au Congo, en 2014, nous avons continué, dans la concordé nationale, de structurer et de dynamiser notre économie, de construire des infrastructures de base et sociales, de renforcer la démocratie et de préserver la paix.

En 2014, des élections locales et sénatoriales ont été organisées, dans notre pays, de façon consensuelle. Et ce, dans la paix absolue.

En 2014, le Congo a, sans conteste, fait des pas supplémentaires sur le chemin de son développement.

Pas de place pour les querelles politiciennes

Ces progrès, que nous devons au travail du peuple et à sa conscience, ne signifient pas qu'il ne reste plus rien à faire.

En quête permanente d'amélioration des conditions de vie des Congolais, le Gouvernement poursuivra en 2015 l'œuvre d'industrialisation et de modernisation de notre pays. C'est le chemin d'Avenir. C'est le choix de l'efficacité dans la réponse aux défis socio-économiques auxquels est confronté le Congo.

L'année 2015 sera, à l'instar des années passées, celle du travail acharné en vue du mieux-être des Congolais. Il n'y aura en conséquence pas de place pour les querelles politiciennes et le déchirement. La seule passion qui vaille à présent est le travail. Travailler dans l'unité et la cohésion, voilà les garanties les plus sûres de notre progrès.

Parce que, comme disait un grand sage, le travail n'est pas un châtiement. Le travail est la gloire et l'honneur de la vie.

Le point d'indice passe à 250

Mes Chers Compatriotes,

L'action du Gouvernement n'aura de sens que lorsqu'elle sera engagée à la résolution des problèmes majeurs des Congolais. Voilà pourquoi, en dépit de la chute du prix du baril du pétrole, le Gouvernement portera en 2015 la valeur du point d'indice des salaires des agents de l'Etat de 225 à 250.

L'engagement pris devant les partenaires sociaux en 2012 sera ainsi tenu.

Pour faire reculer durablement le chômage, même dans une conjoncture difficile comme c'est le cas au

jourd'hui, le Gouvernement veillera à préserver un niveau élevé des investissements publics et à encourager les investissements productifs privés. Le Gouvernement veillera également à ne pas réduire les dépenses sociales au point de remettre en cause les acquis sociaux de ces quinze dernières années. C'est ainsi que les dépenses en rapport à l'éducation, à la santé, à la lutte contre la pauvreté, à l'insertion sociale et à la sécurité sociale en général seront maintenues en haut du tableau des priorités de l'année 2015.

Tout ce qui peut être mieux fait pour le développement du pays, pour une meilleure redistribution des fruits de la croissance entre ses habitants et pour une plus grande cohésion sociale le sera.

Résoudre l'épineux problème du transport urbain

A titre d'illustration, l'épineux problème du transport public dans les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire sera réglé par la création d'une société publique de transport urbain dont les activités démarrent l'année prochaine.

Sur le même élan, doivent être poursuivis et achevés :

- la construction de douze hôpitaux généraux dans les douze départements du pays ;

- les chantiers de l'hôpital central des armées et de l'hôpital spécialisé d'Oyo ;

- le programme « Eau pour tous » qui a déjà permis la réalisation, à ce jour, de 1.400 forages desservant près d'un millier de villages ;

- le programme de distribution d'eau potable et d'électricité particulièrement à Brazzaville et Pointe-Noire. Dans ces deux agglomérations, malgré les efforts appréciables du Gouvernement, il reste encore beaucoup à faire pour combler les légitimes attentes des populations.

Voilà une bataille qui ne connaîtra aucun répit, aucune trêve, tant que nous n'avons pas atteint notre but.

L'élection présidentielle viendra

Mes Chers Compatriotes,

Les progrès économiques, sociaux et politiques ont besoin de la stabilité pour produire tous leurs effets bénéfiques. Il est de ma responsabilité, en ma qualité de Président de la République, de garantir la tranquillité nécessaire à tout progrès de notre pays et de sa population.

L'élection présidentielle ce sera en 2016 et les élections législatives en 2017. On a le temps de les voir arriver. Travaillons d'abord. Viendra après le temps des joutes électorales. Mes Chers Compatriotes, Aujourd'hui, les uns et les autres parlent de l'avenir institutionnel du Congo. Que cela soit dans leur droit ou non, je les entends.

Je suis heureux qu'à ce sujet, un débat sain et responsable se soit instauré. Que des opinions différentes et divergentes s'expriment, librement. Que les convictions les plus assurées s'opposent à de pertinentes objections. Qu'il y ait un camp qui préconise des solutions alternatives et un autre qui prône le statu quo. C'est cela la démocratie.

Personne n'a le droit d'empêcher une telle confrontation des idées de prospérer. Personne n'a le droit de mener cet exercice démocratique à la dérive et au désordre.

Proscrire la violence sous toutes ses formes

Nous bannissons le désordre et la violence parce que nous en connaissons l'enchaînement.

Oui, nous connaissons bien les conséquences des violences, de l'insécurité et de l'instabilité pour les avoir vécues il n'y a pas si longtemps. Nous en sommes encore très marqués. Je suppose que nul n'a envie d'y replonger.

Tout bien considéré, je retiens que rien mais alors rien ne doit compromettre la paix, la sécurité et la stabilité de notre pays, recouvrées au prix du sang des Congolais.

Notre souveraineté ne doit être tenue à la lisière par personne. Elle ne doit, en aucun cas, être aliénée. Cela doit être le point de convergence de

nos différences.

Il est évident que les affaires des Congolais sont et seront réglées par les Congolais eux-mêmes, de préférence par le dialogue. Et, si des divergences persistent entre responsables politiques, seul le peuple souverain sera appelé à trancher, par le vote. Il ne saurait en être autrement.

Ni la frénésie et l'impatience des uns ni la tentation d'ingérence sans frais des autres n'auront raison de la détermination du peuple congolais à prendre en main son destin.

Mobilisation générale pour les Jeux Africains

Mes Chers Compatriotes,

Brazzaville abritera, en septembre prochain, les onzièmes Jeux Africains, cinquante ans après avoir accueilli la toute première édition. Pour notre pays, c'est un insigne honneur, c'est un grand privilège et, par-dessus tout, une lourde responsabilité.

Je vous invite tous à une mobilisation générale en vue de garantir à ce grand rendez-vous de la jeunesse africaine un franc succès et une totale réussite.

Mes Chers Compatriotes,

Le Congo, nous l'avons reçu en héritage des pères de l'indépendance. Il est ce que nous avons de plus précieux en partage. Pour ce Congo que nous chérissons tous, donnons-nous la main pour bâtir une grande nation en voie d'émergence. Une grande nation qui ne doit cesser d'avoir confiance en elle-même et en ses atouts. Une nation pour qui il n'y a d'autre avenir que l'unité, et d'autres devoirs que le travail et la discipline. A tous, pour l'an 2015, je forme mes vœux de santé, de bonheur partagé et de succès dans vos diverses entreprises.

Pour le Congo éternel, je souhaite que 2015 soit une année favorable.

Bonne et heureuse année! Joyeuses fêtes à toutes et à tous !

**Denis Sassou N'Gouesso,
Président de la République**

LE FAIT DU JOUR

Crise économique, tensions politiques

Il se pourrait que 2015, que nous saluons avec admiration, comme d'habitude d'ailleurs à l'avènement du Nouvel an, ne se révèle, au bout du compte, pas très différente de sa consœur qui vient de tirer sa révérence. Qui a été de bout en bout une année traversée par tant de calamités liées aux conflits armés. Ne parlons pas de la fièvre hémorragique à virus Ébola, dévoreuse de nombreuses vies et aussi pernicieuse que la guerre civile.

On serait en effet tenté de considérer que la crise économique, en cours depuis 2008, dont les grandes économies du monde, notamment européennes, sont les plus éprouvées, ne soit pas résorbée les douze prochains mois. Le chômage et le désespoir vont pousser des centaines de jeunes du Vieux continent vers le djihad en Syrie et en Irak. Il se pourrait aussi que les tensions politiques qui affectent plusieurs régions du monde s'enracinent. Les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Cette lecture des événements est-elle par trop pessimiste ? Peut-être. Mais comment créer le miracle là où les ingrédients pour le faire manquent cruellement d'assembleurs ? Car à propos d'économie, les signaux d'alarme donnés à la fin de l'année dernière par la chute des cours du pétrole pourront avoir des effets multiplicateurs sur la récession.

Dans les pays où l'or noir est la mère nourricière par excellence - et ils sont nombreux sur les cinq continents-, les discours officiels se modèrent déjà, dans le but d'accompagner le choc prévisible. Il restera à en mesurer l'écho auprès de ceux à qui ils s'adressent, à savoir les travailleurs et les populations. En attendant une hypothétique décision de l'OPEP, destinée à réduire la production et faire remonter le prix du baril, le tact devra être de mise dans la manière de communiquer des pouvoirs publics.

Que dire de l'autre volet de l'actualité énuméré plus haut ? En 2014, les

tensions politiques ont nourri de leurs violences les rapports d'État à État, mais aussi ceux entre les États et des groupuscules insaisissables. Songeons à la situation entre la Russie, d'une part, l'Ukraine, les États-Unis et l'Europe d'autre part. Va-t-elle s'apaiser cette année ? On ne saurait le dire avec certitude alors même que les peuples des pays concernés ne demandent pas mieux. Songeons, en second lieu, à la vague terroriste désormais au cœur de toutes les préoccupations. Les pays font face à des forces obscures déterminées et dotées de puissants moyens de pression. Au Nigeria, il ne se passe pas un jour sans que la secte Boko Haram n'enlève ou ne tue des civils et des militaires ; elle étend désormais son influence au Cameroun qu'elle soumet à rude épreuve. Même chose pour le Mali, toujours confronté aux djihadistes dont on croyait la capacité de nuisance réduite par l'intervention française.

En Irak et en Syrie, contre les hommes de l'État islamique, la coalition occi-

dentale tente, autant que faire se peut, de s'opposer avec tous les moyens dont elle dispose. Certains observateurs pensent que le conflit sera de longue durée et qualifient de contre-productive la stratégie qui consiste à attaquer les terroristes par les seules frappes aériennes sans le déploiement d'unités combattantes sur le terrain. Devant ce chaos, une question reste pendante : pourquoi ne pas mutualiser les efforts au niveau des États et des sous-ensembles régionaux pour traiter au plus près les crises liées au terrorisme ?

La méthode du chacun pour soi, qui paraît la seule en vigueur aujourd'hui, a montré ses limites. Il s'entend que le Nigeria ne pourrait pas seul venir à bout de Boko Haram et, on le pressent, les États-Unis et la France mettront longtemps pour sortir victorieux du conflit contre l'organisation État islamique. Le monde est livré à lui-même, et quand bien même chacun l'invoquerait comme pour continuer à vivre, Dieu ne s'en occupe plus.

Gankama N'Siah

CHANGEMENT DE LA CONSTITUTION

La marche inexorable vers un dialogue national ?

Le débat sur le changement de la Constitution du 20 janvier 2002 est désormais lancé. Le Parti congolais du travail (PCT) qui avait pris du temps pour s'y engager a ouvertement annoncé son adhésion au changement à l'issue de la quatrième session ordinaire de son comité central.

Face au débat, quelques acteurs politiques et de la société civile proposent la tenue d'un dialogue pour débattre sereinement de la question, en vue d'en dégager un consensus national. Une idée partagée par le secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo, qui, dans son discours de clôture de la session précitée, déclarait que « le débat sur le changement de la constitution n'est pas un diktat du PCT sur les autres partis politiques. Il doit se faire autour d'un dialogue citoyen afin d'obtenir un consensus. »

Cependant, les partis de l'opposition et une partie de la société civile désapprouvent l'inscription à l'ordre du jour de ces assises de la question sur le changement de la Constitution du 20 janvier 2002. Visiblement, les acteurs sociaux et politiques congolais devraient, pour l'intérêt de la nation, accorder préalablement leurs violons sur la nature et le contenu des questions à débattre au cours des futures assises annoncées. Telle a été l'invite formulée par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans son message de vœux à la nation, le 31 décembre 2014. En attendant, c'est la surchauffe dans les états-majors politiques et au sein de la société civile.

Deux sons de cloche à la majorité

La question semble diviser la majorité présidentielle. Le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), un des partis de la majorité, a donné le ton par son secrétaire général, Guy Brice Parfait Kolelas. Ce dernier, qui s'exprimait sur les antennes de RFI, le 3 janvier, pense que rien ne justifie actuellement le changement de la constitution parce que le Congo ne traverse pas une crise politique. Selon lui, le pro-



Pierre Ngolo



Pascal Tsaty Mabiala



Jean Michel Bokamba Yangouma



Mathias Dzon

chain dialogue, s'il pourrait se tenir, inscrirait à son ordre du jour l'amélioration du processus électoral et les autres questions liées à la gouvernance publique.

Oui au dialogue. Mais...

Les partis politiques se réclamant de l'opposition républicaine, réunis autour de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), se disent

organisée à Brazzaville, que « rien ne justifie actuellement le changement de la constitution à une année de la fin du mandat du Président de la République, si ce n'est pour



Pascal Tsaty Mabiala

vouloir donner à celui-ci la chance de briguer un troisième mandat ». Procès d'intention ou simple calcul politicien. L'histoire nous donnera la réponse. Pour Pascal Tsaty Mabiala, le prochain dialogue devrait essentiellement porter sur l'amélioration du processus électoral et la consolidation de la démocratie. Il s'agit de faire l'évaluation des recommandations des concertations poli-

nances, Mathias Dzon. Cette coalition des formations politiques propose la tenue des états généraux de la nation en lieu et place du dialogue politique, deux notions pas trop



Jean Michel Bokamba Yangouma

loin l'une de l'autre, dans le fond. Seulement leur proposition est assortie d'un préalable formel : « Ne touche pas à ma constitution ». Dilemme !

Un peu d'eau dans le vin

Les autres partis politiques de l'opposition tels que le Congrès pour l'action et la république (CAP), le Congrès pour la démocratie et la république (CDR), le Parti républicain et

l'ordre du jour et les thèmes à débattre feront partie des débats au cours de ces assises.

La société civile à travers l'Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral



Mathias Dzon

de Loamba Moké et l'Association panafricaine Thomas Sankara de Céphas Germain Ewangui mettent un peu d'eau dans leur vin. Le premier a rallié l'Initiative pour l'apaisement créée par les partis du centre et coordonnée par Jean Michel Bokamba Yangouma. Le second plaide pour une relecture de la constitution du 20 janvier 2002. Relecture ou réaménagement, un jeu de mots qui n'indique pas clairement la nature de l'opération qui devrait être effectuée.

Climat politique lourd

Voilà toute la difficulté de ces prochaines assises au cas où elles se tenaient. L'expérience a montré que les réunions qui commencent par les préalables demeurent les plus compliquées à tirer leur épilogue. Mais elles accouchent, souvent, de meilleures recommandations en dépit des soubresauts qui en jalonnent le déroulement. Le cas de la conférence nationale de 1991 en est un exemple éloquent. Espérons qu'il en sera ainsi du prochain dialogue sur le changement de la constitution dont la convocation, la date et le lieu sont attendus impatiemment par tous les Congolais soucieux de la décrispation du climat politique actuel qui s'alourdit chaque jour qui passe.

Roger Ngombé

Le PCT met fin au long suspense

Après avoir observé longuement le développement du débat sur le changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002, le Parti congolais du travail (PCT) vient de dire « Oui » à la question. C'était à l'issue de la quatrième session ordinaire de son Comité central qui s'est tenue du 28 au 31 décembre à Brazzaville.

Le PCT justifie sa position par le désir, dit-il, de vouloir moderniser les institutions de la République pour les arrimer aux nouvelles exigences contextuelles qui répondent, selon lui, à l'ambition du Congo de devenir pays émergent à l'horizon 2025. Dans son discours de clôture de la session, le secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo, a tenu à préciser que « ce débat n'est pas un diktat de son parti sur les autres forces politiques. Il se fera dans un cadre de dialogue et d'échange qui déboucheront sur un consensus national ». Il a appelé, par ailleurs, toutes les forces vives du Congo à placer l'intérêt général au-dessus des appétits égoïstes. Pierre Ngolo a salué l'esprit d'écoute et de tolérance qui ont caractérisé les membres du Comité central pendant les débats sur cette question. Il s'est félicité de la convivialité qui a entouré le déroulement des travaux.

Cette session, a-t-il ajouté, a permis au PCT de faire l'analyse critique de la gouvernance publique afin d'en déceler les insuffisances et d'y proposer les palliatifs. C'est une manière, a-t-il renchéri, de garder le parti plus proche du peuple et de ses préoccupations. Les membres du Comité central du PCT ont adopté une motion de confiance au président de la République, président du comité central du PCT.

R.Ng.

favorables au dialogue à la seule condition qu'il n'inscrive pas à son ordre du jour la question sur le changement de la constitution du 20 janvier 2002. Car, avait argumenté le premier secrétaire de l'Upads au cours d'une conférence de presse

de Brazzaville, d'Ewo et de Dolisie.

Cette démarche est presque similaire à celle des partis de l'opposition regroupés au sein de l'Alliance pour la démocratie et la république (ARD) que dirige l'ancien ministre des Fi-

libéral (PRL), le Parti pour la républicain et bien d'autres organisations soutiennent la tenue d'un dialogue national pour, disent-ils, épargner le pays des troubles socio-politiques parfois préjudiciables. Selon ces partis politiques,

VIE ASSOCIATIVE

Les anciens ministres souhaitent apporter leur contribution au développement du pays

Le président de l'Association des anciens ministres de la République, Hebert Kakoula Kadi a demandé le 30 décembre, aux anciens membres du gouvernement à se mettre au travail sans délai sous le signe de la fraternité, de la solidarité et de la paix.

L'invite a été faite à l'ouverture des travaux de la 4e as-

semblée générale ordinaire de cette association, dans la salle de conférence de la Préfecture de Brazzaville.

L'ordre du jour a porté sur l'adoption du procès-verbal de la 3e session ordinaire du 24 janvier 2014, l'examen du rapport d'activités du bureau année 2014, l'examen du rapport financier, le projet du programme 2015 et

les divers. Après examen de ces différents points, les anciens ministres ont adopté les points portant sur le suivi des dossiers en cours, le statut du ministre, l'attribution du siège de l'association ainsi que celui de l'accès des soins au Centre social de la présidence. Les anciens ministres envisagent organiser courant cette année des préséances

dans les corps constitués nationaux; organiser des tribunes télévisées sur la fête nationale du 15 août; pérenniser la commémoration de la fête de la République. Il s'agira aussi de poursuivre les réflexions sur le système éducatif et bien d'autres secteurs.

D'après le président Hebert Kakoula Kadi, cette associa-

tion est une mutuelle d'entraide et de soutien moral, financier, matériel et de réflexion. Elle a pour président d'honneur le Président Denis Sassou N'Guesso. À sa création, elle s'est fixée comme objectif, mettre la somme des compétences avérées et l'expérience de ses membres au service du Congo.

Lydie Gisèle Oko

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

Des idées forces énoncées par le président de la République dans son message du 31 décembre 2014

« Il n'y aura en conséquence pas de place pour les querelles politiciennes et le déchirement. »

« La seule passion qui vaille à présent est le travail... Parce que, comme disait un grand sage, le travail n'est pas un châtement. Le travail est la gloire et l'honneur de la vie. »

« L'action du Gouvernement n'aura de sens que lorsqu'elle sera engagée à la résolution des problèmes majeurs des Congolais. »

« ...en dépit de la chute du prix du baril du pétrole, le Gouvernement portera en 2015 la valeur du point d'indice des salaires des agents de l'État de 225 à 250. »

« L'épineux problème du transport public dans les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire sera réglé par la création d'une société publique de transport urbain dont les activités démarreront l'année prochaine (2015). »

« L'élection présidentielle ce sera en 2016 et les élections législatives en 2017. On a le temps de les voir arriver. Travaillons d'abord. Viendra après le temps des joutes électorales. »

« Notre souveraineté ne doit être tenue à la lisière par personne. Elle ne doit, en aucun cas, être aliénée. Il est évident que les affaires des Congolais sont et seront réglées par les Congolais eux-mêmes, de préférence par le dialogue. »

« ...si des divergences persistent entre responsables politiques, seul le peuple souverain sera appelé à trancher, par le vote. Il ne saurait en être autrement. »

« Le programme de distribution d'eau potable et d'électricité particulièrement à Brazzaville et Pointe-Noire. Dans ces deux agglomérations, malgré les efforts appréciables du Gouvernement, il reste encore beaucoup à faire pour combler les légitimes attentes des populations. Voilà une bataille qui ne connaîtra aucun répit, aucune trêve, tant que nous n'avons pas atteint notre but. »

BAISSE DES COURS DU PÉTROLE

Le nécessaire retour au rééquilibrage budgétaire

À l'instar des autres pays producteurs du pétrole au sud du Sahara, au Congo, l'année 2014 aura été marquée, au plan économique, par la baisse des cours du pétrole dont le prix baril est passé de 110.63 à 57,59 dollars ces six derniers mois. Un effet qui a conduit le gouvernement à rééquilibrer le budget de l'État exercice 2015 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 3 069.750.000.000 FCFA contre 3 639 864 000 000 initialement.

Cette chute des prix du pétrole suscite inquiétude chez nombre d'observateurs de la situation financière inquiétudes. Ceci, au regard du niveau élevé des investissements publics. « L'actuel repli des cours internationaux rend d'autant plus urgent le retour à un sentier de rééquilibrage budgétaire du Congo à compter de 2015 », prévient le Fonds monétaire international au terme de sa dernière mission menée du 11 au 19 novembre 2014.

Pour leur part, et conscientes de cette conjoncture qui oblige à revoir la baisse les dépenses de fonctionnement, les autorités congolaises devraient, en dépit des réserves budgétaires importantes prouvées, adopter rapidement un schéma visant la réduction du déficit hors pétrole pour tenir le cap. « S'il y a baisse du prix du baril du pétrole, le Congo s'attend à une hausse de sa production pétrolière. Nos recettes vont baisser automatiquement du fait de la baisse du prix du baril », avait déclaré le ministre des Finances lors du comité monétaire et financier national. En effet, quoique l'on dise, il est évident que l'année 2015 sera, à tous points de vue, difficile pour les pays africains exportateurs de pétrole. Pour la République du Congo, la baisse actuelle de moitié du prix du pétrole affectera sans nul doute la poursuite de financement de certains grands projets en vue, sauf

ceux jugés prioritaires. Selon les économistes, le Congo doit en tirer les leçons, définir un modèle économique propre à ce domaine très volatile qu'est le pétrole et diversifier les modes de financement de son développement.

« Cette situation pourra effectivement amener le gouvernement à revoir les prévisions initiales en termes d'investissements et de fonctionnement. Étant donné la volatilité du marché pétrolier, le développement du secteur hors pétrole s'avère obligatoire. Il va falloir investir dans les secteurs des services, de l'industrie, du tourisme, de l'agriculture... », pense Emmanuel Kamba, expert en systèmes de financement. Désiré Mandilou, professeur d'économie et économiste en chef de l'African advisory board Think-Tank estime pour sa part que le cas du Congo s'avèrera plus difficile de pouvoir supporter une baisse des cours sur le long terme. Car, argumente-t-il, il faut simplement prendre cette conjoncture difficile comme une opportunité de développer la résilience de l'économie nationale aux chocs extérieurs.

Le développement du secteur privé, une alternative

« Les autorités congolaises devraient poursuivre les réformes structurelles en cours pour promouvoir une croissance inclusive dans les secteurs non pétroliers », conseillait le FMI à la même occasion.

Ayant pris la mesure de la situation, le gouvernement a opté pour la diversification de l'économie. Dans cette optique, des réformes nécessaires ont été initiées pour encourager les investissements privés et le développement du secteur privé. « Nous ferons de notre mieux pour que les mesures prises soient appliquées pour améliorer le flux des investissements directs étrangers dans notre pays », déclarait le ministre du Développement industriel et de la promotion du secteur privé, Isidore Mvouba à l'occasion d'une conférence de presse. Dans le cadre de cette diversification, le Congo compte sur les secteurs tels que les mines dont la phase d'exploitation est attendue courant 2015. Le cas du projet du fer de Mayo-ko. Il est envisagé le processus d'industrialisation et du développement du secteur agricole national. En conséquence, le recensement des agriculteurs pour arriver à une meilleure politique dans le secteur. Bien qu'intéressé par des investissements directs étrangers, le Congo devrait appliquer une politique prudente d'endettement. Ceci, compte tenu des récentes augmentations de la dette extérieure qui représente désormais 30% du produit intérieur brut, d'après le Fonds monétaire international. Avec des banques en surliquidité, un atout majeur le financement de son économie hors pétrole, les autorités congolaises devraient concevoir de nouveaux modèles de financement des projets de développement à travers des appels à l'épargne publique en émettant des emprunts obligataires comme le fait déjà le Gabon.

Guy-Gervais Kitina



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE	COUT
Managers : réussir ses entretiens annuels	3 jours	07 au 09 janvier 2015	350 000 FCFA
Assurer la fonction d'assistant (e) de direction: Perfectionnement	3 jours	14 au 16 janvier 2015	400 000 FCFA
Team building: Création et animation d'une équipe	3 jours	21 au 23 janvier 2015	350 000 FCFA
Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements	4 jours	27 au 30 janvier 2015	450 000 FCFA

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

AMÉNAGEMENT URBAIN

Érosions et inondations, des défis à relever pour Brazzaville et Pointe-Noire

L'année 2014 qui vient de s'achever a été marquée, entre autres, par des inondations et des érosions qui ont occasionné une dizaine de morts à Brazzaville et Pointe-Noire. Une préoccupation majeure que les autorités devraient prendre à bras le corps cette année pour éviter le pire.

Des habitations entières englouties et du mobilier emporté par les flots, des morts par noyade, les pluies diluviennes qui se sont abattues en mars et en novembre 2014 ont provoqué de lourdes conséquences dans les deux grandes villes du Congo que sont Brazzaville et Pointe-Noire. Ce qui a créé une véritable désolation pour la population des quartiers concernés.

En effet, à Brazzaville, les dernières pluies ont occasionné des éboulements dans la partie nord, à l'image de la route menant vers la station terrienne de Mougouni et l'avenue Bito à Massengo et dans les quartiers 67 et 68 Talangai. Cette situation inquiète de plus en plus les populations riveraines qui ne savent plus à quel saint se vouer. « L'érosion est à moins de trois mètres de notre maison, nous demandons l'implication de la Délégation générale des grands travaux. En cas de pluie, des maisons seront englouties. Là, les tuyaux de la SNDE sont déjà partis. Que les autorités viennent nous aider pour fermer ce trou, sinon ce sera compliqué pour nous les riverains de cette érosion », a lancé un riverain de l'érosion de l'avenue Bitho.

rienne. En effet, ici, la société Socofran, adjudicataire dudit marché depuis plus de deux ans est dans le viseur des populations. « Socofran a commencé les travaux depuis plus de deux ans. Quand elle travaillait, il y avait toujours des dégâts, ce qui signifie que le matériel qu'elle utilisait n'était pas efficace pour ce chantier. Sinon, on ne peut pas accepter que les Grands travaux qui ont des services habilités dans le contrôle des différents chantiers, ne puissent vérifier si le travail est exécuté selon les règles de l'art », critiquait un chef de bloc.

Le conseiller municipal Adélarde Yvon Bonda qui avait visité ces deux érosions le 22 novembre, en compagnie de la presse, avait sollicité l'implication immédiate du gouvernement pour endiguer la calamité. « C'est une désolation. Quand les tuyaux d'eau sont coupés, des circuits électriques découpés, des belles maisons en voie d'être englouties. C'est triste. La population n'a pas besoin d'autre chose, elle a besoin de la rescousse des autorités, elle veut être assistée parce que ce qui se passe ici c'est désolant. Lorsqu'il pleut, chacun se doit d'avoir sa pelle en main, c'est grave, la réalité



La route de la station terrienne

Interpellé par la population sur le non suivi du chantier, le conseiller municipal élu à Djiri avait par ailleurs, lancé un appel au directeur général du Contrôle des marchés publics. « Il y a quand-même un adjudicataire du marché qui a commencé les travaux, c'est une avenue qui devrait commencer depuis le Poste de police de Massengo en partant vers le village Ibalico pour descendre vers la station terrienne, deux grandes avenues qui allaient

Le nom de la société Socofran est également cité au quartier 68 Talangai, précisément au niveau de l'érosion de Mboulé hôtel qui a déjà rasé de nombreuses habitations, provoquant des sans-abris. À voir cette érosion, si aucune solution n'est trouvée à l'immédiat, elle sera également un danger pour la route de la corniche (échangeur) en construction dans cette partie de la ville.

À Pointe-Noire où l'on a enregistré le nombre important de morts (près de dix), la ville a un réel problème de curage de rivières et ruisseaux. C'est cela qui cause parfois de la psychose chez les riverains à la moindre pluie qui tombe. À ce problème s'ajoute l'absence de canalisation dans certaines artères qui n'est pas sans causer aussi d'ennui à la population. Ainsi, il est noté que certaines normes de construction et d'occupation de l'espace ne sont pas respectées. Avec le phénomène du changement climatique, il faut redouter que ce phénomène ne prenne de l'ampleur et devienne de plus en plus dramatique. Car, aucun arrondissement ne semble être épargné par le phénomène d'inondations.

Controverse autour de l'origine du fléau

Si les populations riveraines dénoncent des travaux d'aménagement mal réalisés, les autorités estiment que le phénomène est lié à l'occupation anarchique des terrains. Mais des spécialistes pensent de leur côté que la catastrophe est d'abord naturelle et affirment que les responsabilités sont partagées. Face au sort des populations, les autorités n'ont pas baissé les

bras. Au lendemain de la pluie de la nuit du 4 au 5 mars, le gouvernement avait, par le biais du ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité, offert à chacune des quarante-cinq familles (243 personnes) victimes des effondrements de terre dans les arrondissements 7, Mfilou, et 9, Djiri, la somme de 300 000 FCFA pour trouver une maison de location pendant une période de six mois. Le même geste avait été opéré en faveur des victimes des inondations à Pointe-Noire.

S'agissant des trois derniers morts à cause de la pluie, le gouvernement a apporté son appui pour la prise en charge des veillées et l'organisation de l'inhumation. Au niveau de la mairie de Talangai où plusieurs quartiers sont devenus depuis quelques temps les foyers de l'ensablement et des érosions, un comité de crise avait été mis en place pour évaluer l'ampleur des dégâts. « Nous avons constaté qu'effectivement le désensablement et le curage des caniveaux sont en train de se faire. Nous avons aussi vu que le gouvernement a commencé à poser les jalons de traitement de l'érosion du quartier Maman-Mboulé parce qu'il y a sur le terrain, une équipe qui a commencé le travail. Tout ceci va être corroboré par une grande action d'envergure que nous allons solliciter de la part des autorités. Cette action concernera le traitement des érosions qui sont nées dans les différents quartiers de Talangai », annonçait Privat Frédéric Ndeké, administrateur-maire de Talangai.

Parfait Wilfried Douniama



L'érosion de Maman Mboulé ; crédit photo Adiac

Si au niveau de Bitho, l'occupation anarchique semble être à l'origine de ce fléau, la situation est bien différente au quartier 905 Massengo, notamment sur la route de la station ter-

est là. Nous lançons un SOS à l'endroit des autorités afin qu'elles agissent le plus rapidement possible au risque de perdre tout ce que nous avons ici », déclarait-il.

désengorger la circulation dudit quartier. Malheureusement, quand vous voyez de l'autre côté, on a construit quelques mètres de caniveaux avant d'abandonner », a-t-il déploré.

LUTTE CONTRE EBOLA

La peur sans frontière

La tension née de l'épidémie à virus Ebola dont l'épicentre se trouve dans trois pays d'Afrique de l'ouest semble aujourd'hui s'être apaisée. Mais que de peur, d'affolement, d'angoisse, d'accusations et de mesures jugées mesquines. Ebola aura donné, tout au long de l'année qui vient de s'écouler, des signes d'une humanité troublée dans son âme. Retour sur quelques moments de la lutte contre un virus des plus meurtriers.

La Sierra Leone, le Liberia et la Guinée, pays particulièrement touchés par l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit depuis le début de l'année 2014, ne sont pas les seuls à souffrir des effets de cette maladie. En Afrique comme ailleurs dans le monde, Ebola laisse de profonds stigmates, au moins pour ne parler que des traces psychologiques, au niveau des Etats comme au niveau des individus, la peur

était bien partagée aux moments forts du fléau.

Même la Corée du nord déjà si coupée du monde a dû, depuis le 24 octobre dernier, se barricader davantage en fermant ses frontières aux touristes étrangers, « jusqu'à nouvel ordre ». Trois jours plus tard, c'était le tour de l'Australie, si lointaine de l'Afrique, de suspendre « provisoirement » l'immigration en provenance des pays touchés par l'épidémie d'Ebo-

la. Plus curieux encore pour ce qui est de ce pays d'Océanie, l'obligation de « trois semaines de quarantaine avant de quitter l'Afrique » faite aux détenteurs de visas longue durée partant des pays africains.

La grande peur des Etats...

Les Etats-Unis, l'Espagne, l'Italie et la France, pour avoir connu au moins un cas d'atteinte au virus Ebola, ont eux aussi, bien risqué de faillir à la fameuse solidarité internationale. La Maison Blanche a dû intervenir pour assouplir les mesures prises par certains Etats américains, afin de couper avec les risques de stigmatisations des communautés africaines et de découragement des soignants et humanitaires



La prise de température obligatoire aux frontières, droits réservés

dévoués pour la lutte contre cette épidémie.

Les Etats de New York et du New Jersey, avaient à la fin du mois d'octobre instauré une mise en quarantaine obligatoire à l'hôpital pour tous les voyageurs revenant des pays les plus touchés par le virus. Mais l'administration Obama a mis son poids dans la balance, afin de permettre aux voyageurs n'ayant eu aucun contact avec un malade de rester chez eux et supporter avec moins de pression les deux prises de température impératives par jour pendant 21 jours, correspondant à la période d'incubation en matière d'Ebola.

En France, l'ambassade du Congo, souvenons-nous, était sortie de sa réserve pendant l'affolement du mois d'octobre, lorsqu'elle s'était vue refuser la location de locaux par la direction des Docks de Paris « en raison de l'épidémie d'Ebola ». La représentation du Congo, étonnée de cette mesure, avait trouvé dans cette attitude les germes d'une stigmatisation des communautés africaines, en rappelant que le Congo n'était nullement touché par Ebola.

L'attitude jugée mesquine de certains voisins...

Terminons ce rappel de la psychose ressentie et traduite au niveau des Etats par ce qui a été vu et commenté comme « des choix mesquins de certains voisins des pays touchés ». Le Sénégal, tout comme la Mauritanie et bien d'autres pays africains qui ont opté de s'isoler, en fermant leurs différentes frontières avec les pays voisins touchés par l'épidémie ont essuyé de sévères critiques. « La meilleure manière de lutter contre la propagation sous-régionale d'Ebola, c'est d'aider directement et de manière active, les pays qui en sont victimes, à s'en sortir », disait Moubarack Lô, universitaire et président du Mouvement pour un Sénégal émergent qui, saluait par ailleurs l'exemple du Maroc qui a maintenu la liaison aérienne Conakry-Casablanca et accueillait les matches internationaux de football de la Guinée sur son sol. Une solidarité marocaine qui a malheureusement failli concernant la Coupe d'Afrique des nations-2015 dont ce pays n'a plus voulu organiser aux

dates prévues. Obligeant ainsi la Fédération africaine de football à se tourner vers la Guinée-Equatoriale pour accueillir la compétition.

Néanmoins, plusieurs acteurs, Etats, Ong et institutions internationales, ont su épeler tout au long de la crise Ebola, les lettres de la solidarité : les Etats-Unis, la Grande Bretagne, la France, la Russie, Cuba, la Chine, Médecins sans frontières, la Croix-Rouge internationale, ainsi que plusieurs individualités ont tenu bon dans cette lutte. Ils l'ont souvent fait en défiant l'hostilité ambiante. Par exemple, des soldats américains revenant d'une mission Ebola seraient placés à l'isolement pendant trois semaines sur une base américaine de Vicenza en Italie et plusieurs agents médicaux ont fait face à un environnement difficile pour avoir choisi d'aider les victimes d'Ebola. Triste aussi, l'expérience vécue par certains journalistes qui se sont engagés à montrer les affres de cette maladie et interpellé la communauté internationale à travers leurs reportages.

Florence Richard, envoyée spéciale de Libération (France) a raconté dans une chronique l'accueil mitigé dont-elle a été l'objet dans son milieu professionnel de retour d'un reportage au Libéria. « Certains préfèrent, en effet observer une distance raisonnable, parfois très raisonnable. Je me surprends à avoir des conversations avec des interlocuteurs stoïques qui se tiennent à deux mètres, interlocuteurs qui n'ont pas hésité préalablement à m'intimer l'ordre de ne pas avancer (...) Il y a la dernière catégorie, tous ceux qui continuent à avoir la même attitude qu'avant mon reportage. Chez Libé, le chef de service m'a claqué deux bises sans sourciller », avait-elle déclaré.

L'année 2014 a eu ses hauts et ses bas dans la lutte contre l'épidémie Ebola qui, du reste continue à faire des victimes. Espérons, avec les bons échos reçus de la recherche et la baisse de nouvelles contaminations, la communauté internationale se resserre davantage et qu'elle puisse venir à bout de l'épidémie actuelle.

Thierry Nougou



Prise en charge d'un cas d'Ebola, droits réservés

des mesures préventives prises par le gouvernement congolais

Dès l'annonce de l'épidémie, le directeur général de la santé, le Pr. Alexis Elira Dokekias, assurait que des systèmes d'alerte ont été placés au niveau des aéroports.

« Nous avons écrit à l'Aviation civile, nous avons écrit de façon confidentielle aux aéroports et instruit les services d'hygiène aux frontières afin d'assurer une prévention contre l'infection à virus Ebola, en ciblant, dans un premier temps, les mouvements des vols qui quittent l'Afrique de l'Ouest et viennent vers notre pays », a-t-il indiqué.

Selon lui, ces systèmes d'alerte consisteront à assurer une prévention contre l'infection à virus Ebola, en ciblant dans un premier temps, les mouvements des vols qui quittent l'Afrique de l'Ouest et viennent vers le Congo. Au niveau des frontières terrestres, ces mesures préventives ont été amplifiées par une surveillance épidémiologique. À cet effet, les directeurs départementaux de la santé et les chefs des services d'hygiène ont été sensibilisés dans le cadre de la lutte contre une éventuelle extension de l'infection à virus Ebola.

Des campagnes de sensibilisation organisées

Outre les systèmes d'alerte placés au niveau des aéroports, le gouvernement a organisé conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé des campagnes de sensibilisation des populations à la maladie d'Ebola. Ces sensibilisations ont eu lieu dans les localités de Mpouya et Makotipoko dans les départements des Plateaux, à Loukoléla dans la Cuvette et à Mbomo et Itoumbi dans la Cuvette Ouest. À Liranga, Impfondo et Bétou dans le département de la Likouala et à Ouesso dans la Sangha.

Le choix porté sur ces localités se justifie par le fait qu'elles constituent des points d'entrée des personnes d'Afrique de l'Ouest via le Cameroun à partir du Nigeria et de la République démocratique du Congo. Les campagnes de sensibilisation avaient pour objectif d'informer la population sur l'origine, les manifestations et le mode de contamination de la maladie d'Ebola.

Notons que le Congo a été déjà touché par cette épidémie dans la Cuvette-Ouest en décembre 2002 et avril 2003 à Kellé et Mbomo. À Itoumbi en 2005, en une durée de six semaines douze cas de décès avaient été enregistrés parmi lesquels deux surveillants des services de santé. Au parc d'Odzala, 40.000 grands singes ont été trouvés morts.

Lydie Gisèle Oko

MÉDIATION EN CENTRAFRIQUE

Défis à relever en vue de la tenue du dialogue inclusif dans le pays

Alors que la situation sécuritaire en Centrafrique semble quelque peu stabilisée en dépit des violences qui se poursuivent dans certaines parties du pays, l'accord de Brazzaville sur la paix en République centrafricaine est déjà partagé entre scepticisme et optimisme. Tout au moins par ses signataires et ceux qui avaient refusé de participer aux négociations. Malgré cela, la médiation congolaise soutenue par la communauté internationale entend maintenir le cap cette année pour que ce pays puisse effectivement renouer avec une vie normale.

Brazzaville qui a prouvé sa détermination dans ce sens en envoyant des missions d'expertise et d'accompagnement à Bangui tient à poursuivre cette noble ambition. Menées par le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Basile Ikouébé, en sa qualité d'envoyé spécial du chef de l'Etat congolais et médiateur international dans la crise centrafricaine, les dernières missions de vérification de l'application de l'accord signé par les protagonistes ont eu pour but de s'enquérir des efforts consentis par les parties impliquées en RCA pour amener effectivement les Centrafricains à chasser les démons de la division dans tous les coins de leur pays et enterrer définitivement la hache de guerre conformément à l'accord de cessation des hostilités de Brazzaville.

Les déplacements effectués par les autorités congolaises dans ce cadre ont mis l'accent sur la nécessité de sécuriser le pays, à commencer par Bangui la capitale ; accélérer le processus de transition ; ouvrir le dialogue politique avec les élites et les représentants de la population ; et consacrer l'année 2015 aux élections. De leur côté, les autorités centrafricaines de transition ont multiplié des contacts avec le médiateur afin de hâter la concrétisation des objectifs assignés.

La détermination du médiateur de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Céac) ne souffre d'aucune entorse même si les Centrafricains ont été conviés ces jours-ci à Nairobi, au Kenya pour d'autres concertations ayant regroupé les principaux acteurs de la crise centrafricaine dont les anciens chefs d'Etat Michel Djotodia et François Bozizé. On y signalait également la présence du fidèle allié de Michel Djotodia, Nourredine Adam considéré comme le numéro 2 de la nébuleuse ex

rebellion seleka, ainsi que de quelques représentants de la milice antibalaka dont Joachim Kokaté, actuel conseiller en charge du désarmement, de la démobilisation et la réinsertion (DDR) à la Primature. L'objectif de ces nouveaux pourparlers visait à trouver un consensus pour un retour à l'ordre constitutionnel en RCA.

Pour y parvenir, les organisateurs qui estiment que la paix dans ce pays passe par les deux anciens présidents suscités et parrains des groupes armés qui sèment la mort et la désolation en RCA ont préféré les réunir dans un premier temps, avec l'espoir de les voir enfin fumer le calumet de paix pour que cette initiative ne soit pas vouée à l'échec. La seconde étape qui devra suivre à une date encore inconnue consisterait à associer les autorités de Bangui, sur la base d'un accord qui aura été trouvé entre ces deux principaux acteurs.

En attendant la suite qui sera donnée à ces discussions, nombreux sont ceux qui avancent déjà que ces pourparlers de Nairobi, même placés sous les auspices de l'Union africaine, risquent de jeter un froid sur les relations entre la RCA et le Congo pour la simple raison qu'il subsiste des zones d'ombres autour de cette rencontre.

Eviter d'être partagés par des propositions de médiation

Les objectifs poursuivis par Brazzaville et Nairobi, ou peut-être éventuellement par une quelconque autre médiation qui pourrait voir le jour prochainement, ne peuvent nullement s'opposer comme certains pourraient le croire, bien au contraire, ils vont se compléter fortement. Pourquoi ? Parce qu'ils visent tous à rechercher le retour de la paix et de la stabilité ainsi que le rétablissement de l'ordre constitutionnel relevant de

l'organisation d'élections libres et transparentes après des années de crise intervenue après la chute du régime de François Bozizé en mars 2013 et la prise du pouvoir par l'ex-rébellion Séléka, dirigée par Michel Djotodia.

La rencontre de Brazzaville ayant débouché le 23 juillet dernier sur la signature d'un accord de cessation des hostilités et des violences est considérée comme le premier pas dans le règlement de la crise centrafricaine. Elle sera suivie, selon les signataires de l'accord, d'un dialogue inclusif dans les 16 préfectures du pays, puis d'un forum de réconciliation nationale à Bangui. Brazzaville a donc eu après avoir appelé à mettre en œuvre immédiatement et pleinement l'accord conclu, le mérite d'avoir arrêté l'ambition de partition du pays alors prônée par la séléka, mais aussi de donner la possibilité aux autorités de transition de procéder tant bien que mal à la restauration des services et de l'autorité de l'Etat dans les départements et de s'engager progressivement dans la préparation des prochaines élections générales prévues pour cette année.

De fait, malgré des péripéties douloureuses durant l'année qui vient de s'achever et de multiples initiatives de la communauté internationale en vue de calmer les tensions qui secouent le pays, une lueur d'espoir existe lorsqu'on considère la détermination avec laquelle la médiation traite la crise centrafricaine. Ceci pour éviter que les prochains mois puissent voir se poursuivre la guerre civile mais aussi pour éviter que ce conflit entraîne des effets néfastes sur la sous-région d'Afrique centrale. L'optimisme de la médiation va jusqu'à croire que les Centrafricains qui se sont entretenus depuis des mois à coup de machettes et échanges vengeances et représailles parviendront cette fois à se serrer la main de nouveau et à regarder ensemble dans la même direction, celle du salut de leur pays et de leur peuple. Au lieu d'être partagés par des propositions de médiation autre que celle de Brazzaville qui a posé les bases d'un consensus réel ayant

manqué auparavant aux Centrafricains, les acteurs du pays doivent plutôt apprendre à se surpasser et rechercher le bien de leur nation en veillant sur l'application des conclusions de ce cadre de dialogue qui leur a été offert plutôt que de continuer à se regarder en chiens de faïence. S'ils s'y engagent effectivement, cela tournera à coup sûr à l'avantage de leur pays eu égard à la disponibilité dont le médiateur fait toujours montre et surtout parce qu'il connaît bien les acteurs centrafricains.

Les bons offices des autorités congolaises revêtent encore tout leur intérêt lorsqu'on sait que les dirigeants centrafricains – principalement la présidente de transition, Catherine Samba-Panza qui est déjà débordée par sa tâche – disent ouvertement qu'ils n'ont pas été associés aux pourparlers de Nairobi.

Les dangers de boycotter l'accord de Brazzaville

Il y a donc péril en la demeure si les frères ennemis centrafricains négligent l'accord signé dans la capitale congolaise et s'obstinent à croire que leur pays pourra se tirer facilement de difficultés et autres tracasseries liées à la crise actuelle juste parce qu'ils auront changé de médiation sans fournir eux-mêmes le moindre effort de réconciliation. Il leur faut plutôt comprendre que le retour au calme en Centrafrique viendra du sérieux que les différents acteurs confieront ensemble et à cœur ouvert à l'arbitrage les divers antagonismes qui tuent leur pays à petit feu.

Les hésitations que l'on relève dans les deux camps opposés en Centrafrique - les antibalaka et les ex-séléka - portent toujours sur la question du désarmement puisqu'en dehors de l'arrêt immédiat des exactions, l'accord de Brazzaville n'avait pas prévu le désarmement des milices faute de consentement des belligérants. A ce sujet, les Centrafricains dénoncent le fait que les criminels continuent de sévir dans le pays sans être ni désarmés ni contraints par la force onusienne au respect des règles du droit international. Les autorités sont appelées à prendre des me-

sures qui s'imposent contre ces groupes armés actuellement en déliquescence et manquant de leadership clair, mais qui cherchent tout de même à étendre leur contrôle sur le territoire parce qu'ils confondent banditisme et politique. Il faut donc les contenir pour rendre possible un processus politique dans le pays. A cette préoccupation du désarmement s'ajoute le partage du pouvoir. Une fois ces points d'achoppement réglés, il ne restera plus aux autorités de transition que de clarifier la marche à suivre pour une bonne transition politique. Pour ce faire, la présidente devra présenter sa vision y relative et en discuter avec les élites politiques ; chercher à trouver un large consensus sur des questions en suspens en vue de favoriser la réconciliation nationale ; prioriser la relance économique et la gestion des ressources naturelles, essentielles pour la stabilisation de la Centrafrique ; préparer sereinement l'organisation des élections afin de doter le pays des institutions véritablement démocratiques et républicaines.

Outre ces priorités, il faut aussi ajouter le rôle que doit jouer la justice de manière à en finir avec l'impunité qui règne en Centrafrique en vue notamment de permettre à ses filles et fils de vivre en harmonie entre eux et de se faire mutuellement confiance. En raison de l'importance de ce dossier, la communauté internationale avec les Nations unies en tête, demande que soit jugés les auteurs et autres commanditaires des barbaries commises contre de paisibles citoyens dans ce pays.

Avec le concours des pays de la sous région et plus largement de la communauté internationale, la médiation de la Céac réussira à coup sûr son pari concernant le retour de la paix en Centrafrique si toutes les mesures énoncées sont appliquées sur le terrain. Elles contribueront à n'en point douter à améliorer la situation sécuritaire, à faire avancer la transition politique et stimuleront l'économie centrafricaine.

**Nestor N'Gampoula,
Yvette Reine Nzaba et
Fiacre Kombo**

RDC/CONGO

Quelles dispositions pour accompagner l'ouverture annoncée des frontières ?

Neuf mois après le lancement de l'opération de police « Mbata ya Bakolo » par les autorités congolaises, - une démarche qui avait ravivé les tensions entre les deux pays suite au refoulement de 130 000 ressortissants de la République démocratique du Congo, dont des volontaires -, Brazzaville et Kinshasa songent à présent à mettre de l'eau dans leur vin en prenant des mesures sur l'ouverture des frontières. Reste maintenant à savoir, surtout du côté la République du Congo, si des dispositions seront effectivement prises pour faire respecter la réglementation, eu égard à la porosité des frontières tout au long du fleuve Congo.

Ouvrir les frontières entre la RDC et le Congo et surtout entre Brazzaville et Kinshasa, les deux capitales les plus rapprochées du monde n'est pas mauvais en soi. Ce que les populations brazzavilloises voire celles de l'intérieur du pays redoutent c'est la résurgence de la criminalité et du grand banditisme qui caractérisent les immigrés clandestins, dont ceux en provenance de la RDC.

Kinshasa devra savoir que traquer des criminels et des bandits de grand chemin à l'instar de ce que ses autorités policières font, - une action qui est d'ailleurs relayée par des émissions télévisées telle que Kin Makambo de Molière TV -, ne relève pas de la xénophobie comme certains médias, autori-

tés et autres personnes ont fait croire à l'opinion.

En attendant l'ouverture officielle des frontières entre la RDC et le Congo, sait-on que les Brazzavillois ne cessent déjà de manifester leur mécontentement face au retour forcé de la quasi-totalité des refoulés, toujours en situation irrégulière dans la ville capitale ? Ce constat ne s'arrête pas à Brazzaville, il inclut toutes les villes. Mais, pourquoi ne procède-t-on pas aux patrouilles avec contrôle des pièces d'identité comme cela se fait sous d'autres cieux ? Pourtant, à l'issue des travaux de la quatrième session de la commission spéciale Défense et Sécurité entre la République du Congo et la RDC tenue à Kinshasa, le ministre de l'Inté-

rieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, avait assuré que l'opération de police initiée par les services de son département allait continuer. « *Mbata ya Bakolo est une opération de police ; donc, on ne peut pas dire qu'elle va s'arrêter parce que nous, nous traquons les criminels. Aucun pays ne peut accepter d'héberger des criminels* », avait-il précisé. Et d'ajouter : « *Nous pensons mettre en place tous les systèmes au niveau des arrondissements pour le suivi : donc soyez assurés que les dispositions seront prises. Ceux qui voudront s'établir dans notre pays devront effectivement obéir aux règles, aux lois et à la réglementation en vigueur dans notre pays* ».

La population congolaise attend la concrétisation des mesures annoncées. La balle est donc du côté des autorités pour que les congolais dans leur ensemble, même ceux qui n'ont pas une arme pour se défendre contre les braqueurs et autres brigands, vivent en toute quiétude sur leur terre natale.

Notons que pour concrétiser

l'ambition d'ouvrir les frontières entre la RDC et le Congo, une convention consacrant la volonté des deux chefs d'Etat, a été conclue pour une durée de cinq ans renouvelable. Ce texte sur la circulation et l'établissement des personnes et des biens entre les gouvernements du Congo et de la République démocratique du Congo (RDC), qui est déjà approuvé par le parlement congolais permettra l'ouverture, sous peu, des frontières.

Cela revient à dire que les voyageurs qui veulent aller d'un pays à un autre doivent dorénavant savoir que les choses ont changé qu'il leur faut se conformer à la loi en vigueur dans chaque Etat. En clair, ils doivent savoir, en attendant la promulgation de la convention qui régleme la circulation entre les deux Congo que ce texte détermine les conditions d'entrée, de séjour, de sortie et d'établissements des personnes et des biens sur les territoires des deux parties. Il distingue deux catégories de voyageurs : ceux résidant dans les zones frontalières, à une profondeur de 50 kilomètres au plus de la frontière de chaque

Etat partie ou dans les localités frontalières juxtaposées, et les voyageurs transnationaux.

Pour ce qui est des voyageurs qui résident dans les zones frontalières, la convention souligne qu'ils doivent produire un passeport, ou une carte d'identité, assorti d'un laissez-passer individuel dont la durée de séjour ne peut excéder 72 heures pour entrer dans le territoire de l'autre Etat partie. Quant aux voyageurs transnationaux, ils sont tenus de produire un passeport en cours de validité, avec un visa d'entrée. Les voyageurs en missions officielles dans l'un des Etats, détenteurs d'un passeport diplomatique ou de service, bénéficient au contraire de la gratuité de visa. Il en est de même des ressortissants des deux Etats en transit.

La convention réserve quelques colonnes sur les expulsions et note que « *lorsqu'un Etat partie est tenu de procéder à la reconduite à la frontière de plusieurs ressortissants de l'autre partie, elle en avise l'autre partie par voie diplomatique* ».

Nestor N'Gampoula

INTERVIEW

Baisse des cours du pétrole : trois questions au professeur Désiré Mandilou

Désiré Mandilou, professeur d'économie, est aujourd'hui économiste en chef de l'African advisory board, Think-Tank dédié à la rationalisation des choix de politique économique en Afrique. Il revient pour Les Dépêches de Brazzaville sur la chute drastique des cours du pétrole qui a perdu près de 50% de sa valeur les six derniers mois. Entretien.

L'OPEP joue d'habitude le rôle de régulateur des cours du brut en ajustant sa production à la demande mondiale. Or dans des déclarations récentes le ministre saoudien du Pétrole, Ali Al-Naimi, a laissé entendre que son pays n'avait pas l'intention de baisser sa production laissant augurer des prix durablement bas. Leurs réserves financières leur permettraient de supporter des prix bas pendant deux ans. Qu'en est-il pour le Congo ?

Cela s'avèrera plus difficile pour le Congo de pouvoir supporter une baisse des cours sur le long terme. Nos excédents budgétaires des années précédentes étaient avant tout le résultat de jeux d'écriture comptables, plutôt que des réserves avérées logées dans un fonds souverain par exemple. Toutefois, nul ne peut dire à l'heure actuelle que les prix vont se maintenir à des

niveaux bas sur une longue durée tant il y a de considérations géostratégiques qui rentrent en ligne de compte pour la fixation des prix du pétrole. Les Saoudiens peuvent avoir intérêt à ce que les prix demeurent à un niveau bas afin de gêner le développement des capacités de production de pétrole non conventionnel, notamment de gaz de schiste, par les États-Unis qui étaient l'un de leur plus gros acheteurs de brut. Il peut y avoir également une connivence entre les alliés américains et saoudiens pour maintenir les cours à la baisse afin d'affaiblir la Russie, l'ennemi géostratégique. Mais il est difficile de prévoir à deux ans voire six mois ce que sera le prix du baril.

La chute des cours du pétrole a déjà eu pour conséquence des dévaluations en Russie et au Nigéria. Le fait pour le Congo d'appartenir à la zone CFA peut-il s'avé-

rer finalement protecteur pour notre économie ?

La diminution du cours du pétrole est concomitante avec une baisse de 11% de l'euro face au dollar depuis l'été. Le Franc CFA étant rattaché à l'euro par une parité fixe, nous avons subi également une dépréciation du CFA face au dollar de même ampleur, 11,6% au 4^e trimestre 2014. La dépréciation est bénéfique lorsqu'un pays possède un système de production diversifié. Elle permet de stimuler la demande extérieure en diminuant le prix des produits à l'export. Dans le cas du Congo, les variations de change sont difficiles à exploiter en raison d'une structure productive trop peu diversifiée. Nous avons en effet une économie dont le PIB est influencé quasi-exclusivement par les ventes de matières premières, essentiellement le pétrole. À court terme, la dépréciation du CFA aura un effet mécanique de renchérissement de nos importations, non compensé à moyen terme par un surcroît d'exportations. L'appartenance à la zone Franc ne nous protège de rien du tout.

L'État congolais vient de

voter un budget dit « d'austérité » et les prévisions de croissance pour le pays ont été revues à la baisse. Que peut-on craindre pour notre économie ?

Dans les pays importateurs, la chute des cours du pétrole est synonyme de baisse des coûts de production. Cela se traduit par des gains de pouvoir d'achat, en raison des multiples canaux de transmission existants dans les économies développées. Cela stimule la consommation, c'est-à-dire l'activité économique. Le Congo est un pays exportateur, la baisse des cours du pétrole sera d'abord synonyme de baisse des ressources financières. Par ailleurs je ne suis pas en mesure de dire que cette baisse des ressources au niveau global pourra être tempérée au niveau microéconomique des citoyens par une baisse du prix de l'essence à la pompe, du pétrole lampant, de la course de taxi, etc. J'ignore en effet si les produits raffinés vendus sur le sol national sont entièrement raffinés sur place ou non. Bref, en dehors de l'instrument budgétaire, les autres canaux de transmission de la conjoncture internatio-

nale dans l'économie nationale sont peu clairs. Il y aura certes une décélération de la croissance, mais nous n'avons pas à la craindre. Tous les pays du monde subissent à des degrés divers la volatilité des cours du pétrole. Il faut simplement prendre cette conjoncture difficile comme une opportunité de développer la résilience de l'économie nationale aux chocs extérieurs.

Quel enseignement peut-on tirer de ce « choc pétrolier » à l'envers ?

En fait la leçon qu'il faudrait tirer de cette dernière péripétie du cours du pétrole est d'ordre méthodologique. Les prévisions de recettes budgétaires devraient toujours se baser sur le prix du pétrole le plus bas des cinq dernières années soit calculer un cours moyen sur les cinq dernières années. Quand les cours s'envolent, on dispose de marges budgétaires exceptionnelles. Quand ils chutent, les ajustements budgétaires ou révisions de dépenses ne concernent que la différence entre deux « plus bas historiques ».

Propos recueillis par Rose-Marie Bouboutou

CONSEIL CONGOLAIS DES CHARGEURS

Le budget de 2015 fixé à plus de six milliards FCFA

Revu à la hausse, ce budget de 6.040 040.000 FCFA permettra à cet organe consultatif de fonctionner, surtout de réaliser ses projets d'investissements parmi lesquels : la construction de son siège et du port sec de Dolisie en vue de désengorger le port autonome de Pointe-Noire.

Telles sont les conclusions issues de la session budgétaire du Conseil congolais des chargeurs (CCC), tenue le 30 décembre à Brazzaville, sous la présidence de Jean Louis Osso.

Outre l'adoption du budget

du prochain exercice, des rapports relatifs à la tenue du séminaire sur la convention FAI, et de la 7^e journée du chargeur africain tenue en novembre dernier à Brazzaville ont été présentés et amendés. La révision du contrat avec la société African Desk a été également adoptée.

S'agissant de la mise en place d'un programme triennal d'investissements 2015-2017, la direction générale du CCC a été invitée à améliorer la présentation dudit document en insérant les indicateurs de performance.

Concernant l'exercice 2014, les rapports provisoires sur l'exécution budgétaire, des activités menées, la gestion et la situation comptable ont été tous approuvés.

Créé en l'an 2000, le CCC a pour objectif de veiller sur la qualité des services fournis au niveau de la plateforme portuaire du Congo; contribuer à la fluidification des échanges entre le Congo et les autres pays par la suppression des barrières diverses enfin participer efficacement à la réduction des coûts de transport.

Lopelle Mboussa Gassia

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Azur Congo récompense vingt personnes

Les récipiendaires ont été sélectionnés le 30 décembre lors du deuxième tirage au sort de la promotion « Feti na Azur » lancée le 15 décembre dernier pour donner la chance aux clients qui consomment par jour de crédit à partir de 500 FCA pendant la période des fêtes de gagner des lots de cadeaux

En effet, les vingt gagnants ont reçu, entre autres, des bons d'achat de 50 000, 100 000 et 150 000 FCFA, des téléphones smartphones VMK

et autres cadeaux. L'un d'entre eux a gagné une somme de 1 000 000 FCFA. Selon le superviseur médias et publicité d'Azur Congo, Mme Stella Bongo, il suffisait de recharger du crédit de lundi à jeudi pour gagner un million FCFA et des cadeaux chaque semaine. « Pour terminer l'année 2014 en beauté, Azur Congo a lancé la promotion Feti na Azur pour rendre ses abonnés heureux pendant les fêtes », a-t-elle rappelé.

Parfait Wilfried Douniama

Le député Pierre Bassouama offre des vivres aux démunis

Le député de la troisième circonscription électorale de Makelekelé, Pierre Bassouama a offert le 31 décembre des vivres aux personnes vulnérables et démunies de son entité administrative. Ces vivres étaient composés de poulets, d'huile, de tomates, du riz, d'oignons et autres ingrédients de cuisine.

L'élu du peuple a indiqué que cette action intègre son programme de lutte contre la pauvreté et la misère de la population de sa circonscription électorale. « Je ne suis pas à mon premier geste de cette nature. Chaque fin d'année, j'offre les vivres à mes mandants. Je choisis également certains d'entre eux avec qui nous passons les fêtes ensemble dans un domicile de leur choix. C'est pour moi une manière de faire la politique autrement », a déclaré Pierre Bassouama.

Les populations ont apprécié positivement ce geste. Dominique habitant le quartier diata a indiqué que « le député Pierre Bassouama a le cœur d'un père de famille. Il est animé par le désir de partage et d'amour envers



Le député Pierre Bassouama remettant les vivres à une femme démunie

les autres citoyens. Quand on pense aux personnes démunies et vulnérables que nous sommes, Dieu vous bénit et vous rend au centuple ».

De son côté, Maman Simone a salué les actions sociales et humanitaires que pose le député dans sa circonscription électorale, depuis

son élection. Elle a soutenu l'idée maintes fois évoquée par l'élu du peuple de faire la politique autrement. Cette dame âgée de près de soixante-onze ans a avoué avoir bénéficié de plusieurs donations du député Pierre Bassouama.

Roger Ngombé

AFFAIRES

SDA programme un voyage sur Oyo-Ollombo et Pointe-Noire

Le déjeuner de travail sur l'attractivité du Congo, organisé par SDA en avril dernier à Paris, se concrétise par un voyage d'affaires dans deux des quatre zones économiques spéciales.

Si l'essentiel des résolutions du déjeuner de travail parisien du 23 février au 1^{er} mars à la Maison de la Chimie portait sur l'attractivité de la destination d'affaires au Congo, l'organisation d'un voyage sur place était, parmi les préconisations, la plus attendue par les participants venus en nombre. Elle avait remporté l'adhésion de plusieurs porteurs de projets à réaliser dans les zones spéciales. La promesse avait été faite par les organisateurs d'accompagner les projets à forte valeur ajoutée et de faciliter aux investisseurs leurs visites au Congo.

Pour le début 2015, SDA organise un voyage intitulé « Cap sur l'émergence du Congo » entre le 25 février et le 1^{er} mars. À l'heure de l'évolution rapide des découvertes technologiques et de la démocratisation du virtuel, « Nous avons besoin tout de même, explique William Bongho, président de SDA, de replacer l'humain au centre du cœur du projet de l'entreprise en l'invitant à se rendre sur place au Congo, en face à face avec les potentialités socio-économiques et culturelles du pays. Outre le pétrole, notre économie demande à être diversifiée ».

Dans ce contexte, les hommes d'affaires se rendront à Oyo-Ollombo et à Pointe-Noire. Ces deux villes font partie des quatre Zones économiques spéciales prévues au Congo. Dans ces zones, l'ambition porte sur la modernisation du Congo afin de rendre son économie attractive et compétitive. L'évolution des pratiques socio-économiques et culturelles permettra de faciliter une fiscalité susceptible d'envisager une croissance économique dynamique favorable à l'entrepreneuriat.

SDA Synergies et Développement de l'Afrique est une ONG africaine qui a pour vocation de promouvoir la croissance socio-économique et culturelle des pays du continent en initiant des espaces propices aux débats pour la défense de l'image des pays africains. L'ONG domiciliée en France, mobilise tant des acteurs publics que privés, ainsi que la société civile, dans le but de donner à l'Afrique sa vraie place sur l'échiquier mondial.

Marie Alfred Ngoma

NÉCROLOGIE



Stanislas Okassou, agent Des Dépêches de Brazzaville, Davy Martial Mossa, agent DRTV, informent aux ministres Bienvenu Okiemy, Alain Akoualat Atipault, au député Jean de Dieu Kourissa et à toute la presse congolaise du décès brutal de leur confrère, petit frère, Alexan Vinet Foundou, journaliste-présentateur à MN TV/Radio survenu le 2 janvier 2015 à Brazzaville. La veillée se tient au n°50 de la rue Sibiti, derrière l'hôpital Congo-Chine à Mfilou. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

REVEILLON D'ARMES 2014

Denis Sassou N'Guesso appelle au maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité

Le président de la République, chef suprême des armées a lancé cet appel le 31 décembre à l'occasion de la traditionnelle cérémonie de réveillon d'armes, organisée à la fin de chaque d'année

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a, devant le haut commandement de la force publique, demandé aux éléments des Forces armées congolaises, de la police et de la gendarmerie nationale, de continuer d'assurer au peuple congolais la paix, la sécurité et la stabilité. « Face aux menaces de tout genre constatées dans le monde, vous avez donc l'obligation de protéger votre pays, votre peuple, de lui assurer paix, sécurité et stabilité parce que sans ces éléments, il ne sera pas possible

d'aller de l'avant et de permettre à notre peuple de vivre mieux », a-t-il indiqué.

Selon lui, le gouvernement mettra tout en œuvre pour gagner ce pari d'autant plus que le décor est déjà planté pour que les forces de défense et de sécurité du Congo connaissent des jours meilleurs.

La délocalisation de certaines unités annoncée pour 2015

Le président de la République a également annoncé la délocalisation, cette année, d'une partie importante des unités de la force publique pour qu'elles regagnent de nouvelles casernes en construction. « C'est une directive en direction du gouvernement de manière précise, une orientation ferme. Je veillerai à ce qu'un tel objectif

soit atteint vers la fin de l'année 2015 », s'est engagé Denis Sassou N'Guesso.

Les recrutements des jeunes confirmés

Il a aussi réitéré son engagement consistant au rajeunissement et au renforcement des effectifs de la force publique à travers des recrutements. « Je pense que le gouvernement mettra tout en œuvre pour que dès le début de 2015, les recrutements que ce soit à l'armée, à la police et à la gendarmerie soient effectifs parce que la décision a été prise par le commandant en chef », a-t-il assuré.

Pour lui, c'est sous le signe de la montée en puissance de la force publique et du renforce-

ment des capacités, de discipline, du sens de l'organisation que la force publique avancera au cours de cette année.

2015, c'est aussi l'année du cinquantenaire des Jeux africains à Brazzaville. Rappelant le contexte « difficile » dans lequel s'étaient tenus les premiers Jeux africains à Brazzaville en 1965, Denis Sassou N'Guesso pense que le prochain rendez-vous se déroulera dans des conditions meilleures. « Ce sont nos forces armées qui en avaient assuré la sécurité. C'est toujours une lourde tâche, une lourde responsabilité pour notre pays, pour notre peuple que d'abriter ces jeux et de leur assurer un succès total. Je sais que vous monterez à la hauteur de cet enjeu », espère

le chef suprême des armées.

Le chef suprême des armées a, par ailleurs, encouragé les responsables et tous les éléments de la force publique pour avoir respecté les orientations données l'année dernière. Il s'agit notamment de la prise en main des hommes, la discipline et la montée en puissance de la force publique dans le cadre de l'instruction, de la formation et l'encadrement des unités. « Nous voyons que cette montée en puissance commence à prendre corps. Je puis vous dire que le gouvernement appuiera toujours ces efforts et mettra en œuvre progressivement de façon suivie, la loi de programmation », a conclu Denis Sassou N'Guesso.

Parfait Wilfried Douniama

Le renforcement des capacités opérationnelles s'avère nécessaire

C'est l'un des objectifs à poursuivre en 2015, à dit le chef d'état-major général (CEMG) des Forces armées congolaises (FAC), Guy Blanchard Okoi, lors du réveillon d'armes le 31 décembre dernier.

« Il s'agira pour la force publique d'être maintenue dans une posture permanente d'efficacité lui permettant de remplir son indispensable fonction de défense et de sécurité, sous la conduite de la chaîne de commandement stratégique et opérationnel », a déclaré Guy Blanchard Okoi, conscient que les défis à relever, pour cette année 2015, ne sont pas de moindre envergure. Sécurisation des onzièmes Jeux africains et de la municipalisation accélérée du département de la Sangha, voilà quelques uns des défis ayant décidé le CEMG à demander au Chef suprême des Armées le renforcement des capacités opérationnelles. « Autrement, les intérêts vitaux de la Nation, les valeurs universelles de paix et de sécurité pourraient être gravement mises à mal », a-t-il par ailleurs averti.

Pour ce faire, le général Guy Blanchard Okoi a suggéré deux principales actions. La première est la mise en application de la loi de programmation de la force publique. Celle-ci reste fondamentale, selon lui, pour obtenir la cohérence dans la chaîne logistique et l'efficacité dans la fonction de commandement. Cette loi, a-t-il expliqué, offre le cadre consensuel voulu par la Nation pour atteindre les objectifs de défense et de sécurité tout en déterminant les allocations financières et budgétaires nécessaires à l'adaptation des ressources financières et

matérielles ainsi qu'à l'évolution des menaces.

La seconde action à trait aux menaces intérieures et extérieures. « Malgré les efforts indéniables consentis, notre pays reste un pays post-conflit qui devrait continuer à bâtir sa stabilité et sa sécurité autour de la préservation des acquis permettant l'acheminement du pays vers son émergence »,

a indiqué Guy Blanchard Okoi tout en rappelant qu'à ce propos, une plus forte implication dans les actions de sécurité collective s'impose. La question de prévention de conflit mérite une appropriation plus large.

point de réduire significativement la criminalité urbaine.

Au plan international, le Congo a honoré ses engagements en jouant un rôle non négligeable dans le maintien de la paix. Le fait d'abriter l'exercice multina-

Okoi n'a pas manqué de rappeler à l'ordre. « Les investissements importants consentis par le gouvernement ainsi que les fortes attentes de la population demandent de la force publique plus d'abnégation, de



Le CEMG prononçant son discours à l'occasion du réveillon d'armes crédit photo Adiac

Retour sur 2014

L'année écoulée, les exercices de haut niveau regroupant toutes les composantes de la force publique ont été réalisés dans toutes les zones militaires de défense avec beaucoup de satisfaction, selon le CEMG. Militaires, gendarmes et policiers, dans la cohésion, ont réussi leurs missions de sécurité sur toute l'étendue du territoire national au

tional de la communauté économique de l'Afrique centrale dénommée Loango 2014 a d'ailleurs été une manière pour le pays d'apporter sa pierre dans l'évaluation de la capacité de déploiement et opérationnelle de la force multinationale de la sous-région. La liste des actions menées par la force publique n'est pas exhaustive. Pour cette année 2015, Guy Blanchard

discipline et de sens de responsabilité dans l'exécution de ses missions », a souligné le chef d'état-major général des FAC. La force publique, a-t-il fait savoir, est résolument engagée à réussir le pari de la stabilité. Elle se tient prête à répondre avec loyauté et légalité à la République.

Rominique Nerplat Makaya

FRANCE

Un économiste refuse la Légion d'Honneur

L'auteur du «Capital au XXI^e siècle», défenseur d'une grande réforme fiscale, l'économiste français Thomas Piketty a refusé sa nomination pour la Légion d'honneur. Il qualifiait encore, il y a quelques mois d'« improvisation » la politique du gouvernement en matière fiscale.

Thomas Piketty ne pense pas que « ce soit le rôle d'un gouvernement de décider qui est honorable », l'invitant à « se consacrer à la relance de la croissance en France et en Europe ». Il ajoute qu'il n'avait pas été prévenu de cette nomination « sinon je les en aurai immédiatement dissuadé ». C'est sur proposition de la secrétaire d'Etat à l'Enseignement et à la recherche, Geneviève Fioraso que Thomas Piketty a été retenu au titre de chevalier. Son geste a suscité des réactions assez diverses. La légion d'honneur relève d'une proposition par un tiers, lui-même titulaire de la distinction. En général, son refus se manifeste par l'absence du récipiendaire à la cérémonie.

Le gouvernement a critiqué la position de l'économiste

Son porte-parole, Stéphane Le Foll a estimé que c'était le choix

de Thomas Piketty. « *Il essaye de donner quelques conseils, ça fait partie du débat* », a-t-il dit. Le secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat et à la simplification, Thierry Mandon pense, pour sa part que la grande réforme prônée par Thomas Piketty était « *inapplicable, car elle est tellement compliquée, tellement globale et a de tels effets de redistribution entre les Français que, si on la faisait, il y aurait une protestation généralisée* ». Mais il ajoute : « *c'est au gouvernement de distinguer les méritants* », considérant la décision de l'économiste « *plutôt politique* ». Sur la forme, la secrétaire d'Etat chargée du Numérique Axelle Lemaire a critiqué la décision de l'économiste : « *on peut refuser sans forcément le dire dans une dépêche AFP un 1^{er} janvier* », a-t-elle déclaré. Elle pense que l'économiste « *confond le fait qu'une Légion d'honneur c'est une récompense pour un mérite qui est reconnu par la Nation et pas une adhésion à une politique économique d'un gouvernement* ».

Jadis proche du Parti socialiste (PS), et soutien du futur président François Hollande en 2012, Thomas Piketty, connaît un rayon-

nement mondial en 2014 avec son livre qui traite des inégalités et du capitalisme patrimonial, vendu à plus de 1,5 million d'exemplaires. Les idées de Thomas Piketty ont nourri le PS notamment sur les questions fiscales, avant de connaître un retentissement international aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

« *Grand chancelier de la Légion d'honneur, le général Jean-Louis Georgelin regrette le refus de l'économiste, jugeant qu'il ne s'agissait que d'une péripétie dans les deux siècles de son histoire* ». Thomas Piketty faisait partie de 690 personnalités promues.

Avant Thomas Piketty, les anciens ministres Pierre Messmer, Philippe Seguin, les écrivains Simone de Beauvoir, Jean Paul Sartre, Albert Camus, les scientifiques Pierre et Marie Curie, les chanteurs Georges Brassens, l'abbé Pierre et bien d'autres, ont décliné la Légion d'honneur.

Thomas Piketty, 43 ans, enseigne à la MIT de Cambridge, et à l'école d'économie de Paris, dans les universités américaines. Son best-seller, « *Capital au XXI^e siècle* » est un pavé de près de 700 pages.

Noël Ndong

Jean-Pierre Vidon et Jean-François Valette distingués

L'ancien et l'actuel ambassadeurs de France au Congo ont été promus au grade d'Officier dans l'ordre national de la légion d'honneur le 1er janvier.

Jean-François Valette, qui vient d'être nommé ambassadeur de France en Côte d'Ivoire après quatre ans passés en poste au Congo, avait reçu la légion d'honneur en 2006 au grade de Chevalier. Jean-Pierre Vidon actuel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire français au Congo avait reçu les insignes de Chevalier en 2003.

Jack Lang, parrain du FESPAM 2015, a également été promu au grade d'officier. La promotion civile de la Légion d'honneur publiée le 1er janvier compte 691 personnes dont 571 chevaliers, 95 officiers, 19 commandeurs, cinq grands officiers et un grand-croix.

L'ordre national de la Légion d'honneur établi en 1802 par Napoléon Bonaparte est la distinction la plus élevée en France. Il compte cinq degrés : Chevalier, Officier, Commandeur, Grand Officier et Grand-Croix. Le Président de la République française est de plein droit Grand maître de l'Ordre pendant le temps de son mandat.

En 2010, l'ordre comptait 67 Grand-croix, 314 Grand officiers, 3009 commandeurs, 17032 Officiers et 74 384 Chevaliers.

Rose-Marie Bouboutou





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
ASSURANCE MALAIRE
ASSURANCE VOYAGE
ASSURANCE TRANSPORT
ASSURANCE GLOBALE BANQUE

ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Mariages et Fêtes)
ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!



le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

● Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

● Acer Celeron (Couleur Rouge)

● Acer Celeron (Couleur Grise)



Spécificités

- * Intel Celeron Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

● Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC



Gratuit

Avenue Alphonse Fonders, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratch-cg.com - Web: www.terratch-cg.com

BEAUTÉ

La Miss indépendance en voyage touristique à Dubaï

La promesse faite par Mme Serge Oboa lors de la huitième édition de l'élection miss indépendance, remportée par Aminata Ancia Pandi, le 13 août, à Sibiti dans le département de la Lékoumou, a été réalisée.

La huitième édition organisée par l'Association Lumières d'Afrique que preside Ferrol Constant Gassacky a connu un engouement des engagements sans pareil du côté des donateurs. Au nombre de ces personnes physiques qui se sont engagées figurent Mme Serge Oboa, qui avait promis ce soir là un séjour d'une semaine à la miss et ses deux dauphines. Chose promise, chose due, les lauréates se sont rendues à Dubaï depuis le 27 décembre par le vol régulier de la compagnie congolaise Ecair dont son président du comité d'administration a promis également à la miss un séjour de trois jours à Dubaï en pension complète et trois jours à Pointe-Noire aux deux dauphines. Ce séjour à Dubaï permettra aux lauréates de passer la fête de Nouvel An sur cette terre paradisiaque.

Cet acte n'a pas laissé insensible la miss indépendance 2014 Aminata Ancia Pandi, qui venait de prendre son vol international pour la première fois. « Je remercie la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Gusso, et tous les autres donateurs. Car c'est grâce à eux que nous effectuons pour la première fois ce voyage à l'échelle internationale. En tout cas, je suis très comblée d'effectuer ce voyage », s'est elle

rejoie. Dominique Gassackys, présidente du comité miss indépendance, a signifié que sur les 100% de promesses, il y a 80% qui ont déjà été exécutées, d'autres voyages et dons sont attendus.

Des promesses qui ne font que tomber

Déjà après l'élection, les donateurs avaient commencé à agir. C'est la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Catherine Embondza Lipiti, qui a ouvert le bal. Et depuis lors, les sociétés et autres organisations non gouvernementales et individualités ne cessent d'accomplir ce qu'ils avaient promis.

En effet, la ministre a remis une enveloppe d'un million de FCFA à la miss, une somme de 750.000 FCFA à la première dauphine, 500.000 FCFA à la deuxième dauphine, 300.000 FCFA aux miss charme et élégante, et 100.000 FCFA à toutes les autres candidates et un kit coiffure à chacune. La styliste sénégalaise, Duoma Dieng, a également remis à la miss une somme d'un million et aux première et deuxième dauphines, la somme de 500.000 FCFA à chacune.

Par ailleurs, un mois avant de prendre son vol pour Dubaï, la

miss indépendance a reçu, le 17 novembre, de la première dame du Congo par le truchement de sa directrice de cabinet, Blandine Lumandé, deux pagnes super wax, un voyage d'une semaine au mois de février 2015 au Brésil avec son accompagnateur pour assister au Carnaval de Rio de Janeiro, la prise en charge de toute sa scolarité courant l'année scolaire 2014-2015. Toutes les autres candidates ont reçu également deux pagnes super wax hollandais, alors que les deux dauphines ont bénéficié des bourses d'études plus un voyage au Sénégal toute charge comprise, et aux miss charme et élégance, des bourses d'études.

Il reste, par exemple, celle du ministre de la Culture et des Arts, qui offre à la miss une semaine de loisirs et d'agrément aux Iles Seychelles plus un safari dans l'une des réserves animalières du Kenya en pension complète et un joli petit clin d'œil à son shopping, du ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique qui offre à la miss un séjour d'une semaine au Rwanda et aux deux dauphines un séjour d'une semaine à Pointe-Noire, et de la ministre des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité qui offre une invitation d'honneur aux lauréates lors de sa prochaine mission de travail chez les peuples autochtones de la Sangha.

Rosalie Bindika

MUSIQUE

Ray Lema, Balou Canta et Fredy Massamba signent Nzimbu

Nzimbu est le nom de l'album déjà dans les bacs qui a réuni quatre grandes signatures de la musique moderne, notamment Ray Lema, pianiste auteur compositeur, Balou Canta, la voix d'or de la rumba, Fredy Massamba, figure montante de la soul congolaise et Viana, jeune guitariste venu tout droit du Brésil.

« je pense que ce projet est né du désir de jouer avec deux grands chanteurs que j'aime beaucoup et j'avais envie de faire un album de voix et je suis tombé sur ces deux. Je suis le mentor de Balou Canta. Et avec Fredy, nous l'avons rencontré à Kinshasa. Et des années plus tard, nous avons monté ce projet », explique Ray Lema.

L'album s'ouvre sur un chant traditionnel kongo exécuté a capella, ce qui donne le ton de l'album car la voix est l'instrument principal. La guitare de Rodrigo Viana et parfois celle de Ray Lema, quand il n'est pas au piano, accompagnent sans jamais dominer. Une diversité de rythmes et de mélodies, on passe du traditionnel accompagné de la flûte pygmée à la rumba en passant par la balade qui vous arrache une larme...

Bekele, Lobelanga, Losambo, Leila, Ntoto, Lusala, les oubliés du Kivu, Nsongela, Bwetamane, Aigre doux, Nkento, Nkembo. Sont là les titres de cet album quasiment chanté en kikongo. « Nous avons voulu présenter le kikongo dans cet album, une langue que nous avons découverte avec Fredy qui était le premier à l'utiliser dans le hip-hop. Et le ki-

kongo swingue beaucoup, on peut chanter doux et violent la voix devient instrument. Faire swinguer les mots en les rythmant et cette langue s'y prête, une manière de mettre en avant toute culture commune », a-t-il poursuivi.

L'album est dépouillé instrumentalement, une guitare, un piano, une flûte pygmée de temps en temps joué par Fredy Massamba, ils ont laissé exprimer les voix. Un vrai retour aux sources Kongo des trois chanteurs. Ray Lema qui signe les arrangements prend le pari d'une esthétique musicale dépouillée, axée sur les voix accompagnées sobrement par son piano et les guitares qu'il partage avec Rodrigo Viana jeune, guitariste venu tout droit du Brésil aux influences rock, jazz et bossa.

Nzimbu en langue kikongo signifie le chant et la fortune quand les petits coquillages et les cauris servaient encore de monnaie d'échange. C'est trois générations de voix réunissent les deux Congo quand la forêt des pygmées rencontre la rumba de Kinshasa, le rap et le hip-hop de Brazzaville.

Hermione Désirée Ngoma



POUR LES FÊTES,
A+ VOUS PROMET DU GRAND SHOW!

FINALE ISLAND AFRICA TALENT, LE 12 DÉCEMBRE / THIS CHRISTMAS, LE 24 DÉCEMBRE
KIRIKOU ET LA SORCIÈRE, LE 25 DÉCEMBRE / CONCERT «LA NUIT AFRICAINE», LE 26 DÉCEMBRE
INDIES LIVE MUSIC AWARDS, LE 31 DÉCEMBRE / THE REAL HOUSEWIVES OF ATLANTA, LE 02 JANVIER

A+ LA GRANDE CHAÎNE AFRICAINE

SEULEMENT SUR CANALSAT

WWW.APLUS-AFRIQUE.TV

Retro culture et art 2014

2014 a été marquée par de nombreuses rencontres culturelles et artistiques. Brazzaville et Pointe Noire, deux grand-centres urbains du pays, ont été le théâtre de grand-moments de partage ayant contribué au rayonnement de la vie culturelle congolaise. Tour d'horizon non exhaustif des événements culturels qui ont attiré notre attention au cours de l'année écoulée.

L'an dernier, nos deux capitales ont vécu tour à tour, chacune à sa façon de nombreuses rencontres culturelles et artistiques organisées par des passionnés et autres mécènes de la culture désireux de faire de nos capitales des espaces privilégiés de rencontres entre artistes et publics. En effet, de janvier à décembre, les concerts musicaux privé et public ont été légions. Banderoles et affiches parsemées dans les grandes ou petites artères témoignaient de cette dynamique au cœur de laquelle la jeunesse a été fortement convoquée. Sur ce plan purement musical, on a vu passer ici et là de prestigieux artistes du continent très souvent à l'initiative des opérateurs de téléphonie mobile dans le cadre de leur opération de marketing. Les opérateurs culturels désireux d'inviter de grosses pointures de la musique africaine anglophone ou francophone sont souvent confrontés aux problématiques de financement, épineuse question qui empiète sur le dévelop-

pement de l'industrie culturelle et artistique congolaise. En ce qui concerne le cinéma, 2014 a vu débarquer dans l'univers de l'évènementiel une nouvelle pépite dédiée uniquement aux films des réalisatrices africaines sous l'égide de Claudia Haïdara Yoka. Tazama du nom du festival avait réuni à Brazzaville en janvier de nombreuses personnalités du monde du cinéma africain avec comme objectif, participer à la relance du cinéma congolais, tout en œuvrant dans la lutte contre le cancer. En revanche, la littérature n'a pas été absente cette année. En mars, comme à l'accoutumée le monde littéraire du Bassin du Congo a répondu à l'invitation du Stand livres et auteurs du même nom au Salon du livre de Paris. Au mois de juin, une sélection de poètes de chez-nous s'illustre au marché de la poésie en France à l'initiative des organisateurs du Stand livres et auteurs du Bassin du Congo. Alima Madina, Jean Blaise Bilombo, Omer Massoumou ou

Gabriel Okoundji comptaient parmi les participants. Ensuite, le mois d'octobre a accueilli l'édition 2014 de la Biennale culturelle des Arts et des lettres (Biecal), impulsé par Jean Luc Aka Evy avec le soutien du Ministère de la Culture et des arts. Et en décembre, Brazzaville a vécu la première édition de son salon du livre sous le haut patronage du maire de la ville de Brazzaville, Hugues Ngouelondélé. Côté musique, parmi les événements marquant de l'année écoulée, on retiendra sans doute le festival Nsangu Ndji Ndji organisé à Pointe-Noire en juin par Pierre Claver Mabiala, résolument déterminé à boxer toute situation voulant mettre en péril son événement. Situation souvent liée aux difficultés d'accès au financement et au manque d'accompagnement. Seul, mais déterminé dans son engagement, ce fou de la chose culturelle et artistique est l'un des rares du pays à être entièrement dévoué au développement de l'industrie culturelle congolaise. En témoigne son implication au sein d'Artérial Network, une plate-forme artistique africaine visant à soutenir la croissance, l'efficacité des arts et de la culture africaine ainsi qu'à améliorer la pérennité des in-

dustries créatrices en Afrique. En juin, la programmation du festival Nsangu Ndji Ndji, célébrait les dix ans d'existence de l'évènement. On y a vu des artistes tels qu'Ismael'O, Gassandji, Santrick, Fredy Massamba et d'autres artistes locaux. Août 2014 a été la période de l'affirmation et de la consécration du festival populaire des musiques traditionnelles africaines Feux de Brazza, organisé par l'impétueux Hugues Ondaye. Cette cinquième édition a réuni plusieurs intellectuels et spécialistes des musiques africaines autour d'un colloque de haut niveau sur les instruments traditionnels africains. Le succès fut présent au rendez-vous. Et la fréquentation record estimée à neuf mille personnes par jour a établi cet événement dans une dimension plus importante de manifestation incontournable du calendrier culturel africain. L'art contemporain a été servi notamment avec la révélation du collectif « Art Kintuadi », constitué de jeunes passionnés dont la démarche artistique apporte un nouveau souffle à cet univers. Les rencontres de l'Art contemporain organisé en septembre par Bill Kouélany a également été une belle trouvaille du genre. Cependant, sa

faiblesse réside en ce qu'elle reste un événement fermé, car organisé comme un laboratoire de création pour les artistes. Un parti pris des organisateurs qui mérite d'être redessiné et évolué au-delà de l'exposition finale. La mode quant à elle s'est très peu illustrée. Cela dénote de la faiblesse du secteur dans le pays. Quelques défilés ont été organisés entre amateurisme et professionnalisme. Néanmoins, la fin de l'année a été le témoin d'une nouvelle dynamique de jeunes créateurs congolais désireux de proposer des collections vendables et portables entre chic et glamour, à la suite de leur aîné Hippolyte Diayoka. Brazza festival porté par Antonella Goma a offert un tremplin exigeant à Gaïna Ossié, Corine Bill et Djibril Kachidi et aux incroyables Jumelles de Brazza, deux jeunes stylistes à suivre de près. En définitive, l'année 2014 a été celle de tous les désirs culturels et artistiques. Les différents rendez-vous organisés ont affirmé la vitalité de l'attrait pour la culture et l'art du Congo. Cependant, quelques points d'ombre méritent d'être corrigés pour la perspective de la nouvelle année 2015.

Meryll Mezath

BRIN D'HISTOIRE

Adieu 2014, bonjour 2015

2015 s'annonce sous le signe du sport. Du 17 au 25 février, la Guinée Equatoriale organise la 30ème édition de la Can (Coupe d'Afrique des Nations), suite au refus du Maroc d'accueillir cette compétition, en raison de l'épidémie hémorragique à virus Ebola. On n'insistera jamais assez sur ce geste de panafricanisme posé par la Guinée Equatoriale.

Après une longue éclipse, le Congo, notre pays, renoue avec la phase finale de la Can. L'histoire retient qu'en 1972, il y a 43 ans, déjouant les pronostics des bookmakers, notre équipe nationale, Congo Sport, au début de la compétition et Diables Rouges à la fin de celle-ci, remporta, face à l'équipe nationale du Mali, la 8ème Coupe d'Afrique des Nations. S'il est difficile, a priori, de rééditer un tel exploit en Guinée Equatoriale, nous pouvons, tout de même, espérer que nos représentants à cette Can défendront, avec brio, nos chances de victoire. En 1965, le Congo Sport avait déjà battu l'équipe malienne, en finale

des premiers Jeux Africains à Brazzaville.

2015, c'est donc les 50 ans des Jeux Africains dont la première édition eut lieu à Brazzaville en 1965. 50 ans après, que souhaiter aux différentes sélections congolaises ? La victoire bien sûr ! Au plan national, c'est un défi que le Congo notre pays doit relever.

2015, c'est aussi le débat sur le changement de constitution. Force est de constater que le monde politique est constamment dans la geste opportuniste. Le vrai débat, celui de l'avènement d'une nouvelle république qui ne rêve que de norme constitutionnelle inédite, plus adaptée au contexte actuel, celui de la paix, ce débat est occulté. Le refus compulsif de nombre d'acteurs politiques à envisager la voie référendaire, au sujet du changement ou non de la constitution, cache mal de ténébreuses machinations et d'inavouables desseins qui dénotent une absence d'habileté dans les rapports de force.

Faut-il ou non changer de constitution ? C'est la question cardinale. Hors du vrai débat qui en résulte, on tombe dans des états d'âmes calomnieux qui n'ont pas leur place en politique et en démocratie. Il faut changer la Constitution du 22 janvier 2002. Aussi péremptoire soit-elle, cette réponse est de bon sens. La constitution incriminée comporte des faiblesses rédhibitoires que le changement de contexte historique met davantage en lumière. Il faut en débattre, arguments contre arguments. A la lumière des débats, le peuple souverain tranchera par référendum, en cas d'absence de consensus. C'est une démarche démocratique. Quand au dialogue, selon une certaine opinion, dont on nous rebat les oreilles ces jours derniers, il faut l'affirmer de go, ce n'est ni une panacée ni un préalable au changement de constitution qui procèdera de la seule volonté populaire suivant les voies ad hoc. Le débat en cours est, en réalité, l'occasion pour toutes les composantes de la vie nationale de parvenir à

une vision partagée sur l'avenir du pays qui n'appartient ni au pouvoir, toujours réversible, ni à l'opposition, une possibilité d'alternative républicaine et démocratique. Préparer demain sans préjugés ni arrière-pensées politiciennes, tel doit être le but du débat actuel pour donner au pays un nouveau texte constitutionnel qui intègre les préoccupations des uns et des autres et qui soit porteur d'une nouvelle république éthique, équitable et solidaire. La nouvelle constitution est la condition fondamentale pour tourner définitivement la parenthèse de la guerre et consolider la démocratie.

2015, enfin, c'est la dixième édition du Fespam (Festival panafricain de musique). « De la musique avant toute chose » disait Verlaine. Elle exprime la beauté, cet émerveillement qui unit et qui fédère. Nous avons besoin d'unité et non de déchirements, en cette nouvelle année 2015, placée sous le signe du travail par le président Denis Sassou Nguesso.

MFUMU



Le Groupe BGFIBank vous présente ses
meilleurs voeux pour l'année 2015.

AG Partners

Bénin - Cameroun - Congo - Côte d'Ivoire - France - Gabon - Guinée Equatoriale
Madagascar - République Démocratique du Congo - São Tomé & Príncipe



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

www.bgfi.com

11^{ES} JEUX AFRICAINS BRAZZAVILLE 2015

Mieux gérer le temps qui reste...

Le compte à rebours a commencé, le temps de l'improvisation est révolu. Les fédérations sportives nationales qui traînent encore le pas, dans la préparation des athlètes, doivent se réveiller pour que finalement les attentes des congolais soient comblées en médailles.

« *Brazzaville 2015 c'est demain et demain se prépare aujourd'hui* », pouvait-on lire sur les banderoles de campagne du ministère des Sports et de l'éducation physique, pour les onzièmes Jeux africains dits du cinquantenaire. Les calendriers en vigueur indiquent à tous que l'année 2014 est passée. Brazzaville 2015 ce n'est donc plus demain, c'est aujourd'hui même. Le temps est imparti, l'urgence oblige d'emprunter les voies qui mènent sur les plus hautes marches des podiums.

Ce qu'il faut faire entre autres...

A en croire un des techniciens de la Fédération congolaise de Taekwondo, Alec Mboutou Bokas, dès le mois de janvier, soit à sept mois du coup d'envoi prévu en septembre prochain, les athlètes congolais, toutes disciplines confondues, devraient être internés. Le travail de préparation physique, technique et tactique devrait alors se faire avec les équipements sportifs répondant aux normes internationales et qui seront d'usage lors de la compétition proprement dite. Rien ne servira à un taekwondo, par exemple, de découvrir le plastron électronique sur le tatami. Il risquera de passer plus du temps à comprendre le fonctionnement du matériel plutôt qu'à marquer les points. « (...) *La qualité des équipements sportifs et du matériel didactique engendre la performance, parmi d'autres critères, bien sûr* », a reconnu le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat, dans son adresse aux athlètes auteurs de bons résultats lors du dernier trimestre de l'année 2014.

Aussi les compétiteurs congolais auront-ils l'obligation, cette année, de participer à des tournois de haut niveau, internationaux de préférence, pour acquérir l'expérience en matière de compétition. L'avantage, à ce sujet, est que le calendrier sportif du Congo, en cette année nouvelle, est suffisamment chargé de compétitions de toutes les disciplines ou presque. Les fédérations, avec les moyens de leur politique, n'auront qu'à bondir sur ces multiples occasions pour évaluer leurs athlètes qui ont l'obligation des résultats. D'autant plus que les compétitions sportives, intermédiaires en attendant les Jeux africains, sont des repères d'évaluation pour envisager la performance. Dans ce sens, les championnats nationaux et départementaux ne suffisent pas. Ici, les mêmes athlètes sont souvent en face

des mêmes adversaires avec lesquels ils se sont d'ailleurs familiarisés et dont le niveau de compétitivité est parfois en-deçà de la moyenne. Il ne sera pas mauvais de viser l'international. « En 2015, nous ferons de notre mieux le placement de nos athlètes de beach-volley et du volleyball à 6 à l'étranger, en commençant par multiplier les regroupements au plan national », a indiqué le président de la Fédération congolaise de volleyball, Jean Claude Mopita.

Veiller au placement des athlètes

« *Dans la préparation, il n'est pas bon que les athlètes congolais prennent part aux stages dirigés par les techniciens des pays dont les équipes nationales prendront part aux Jeux africains. Sauf s'il s'agit des confrontations amicales ou les stages dédiés aux arbitres. Pour les compétiteurs, c'est vraiment déconseillé* », a révélé un encadreur sportif congolais,



Une démonstration des karatékas

sous le couvert de l'anonymat. À ce propos, a-t-il poursuivi, la Fédération congolaise de tennis de table qui a placé les compétiteurs congolais à l'internat en Chine, depuis plusieurs mois, est sur une très bonne voie.

Cas des compétiteurs élèves ou étudiants

« *Les objectifs que les fédérations sportives nationales congolaises se sont fixés, pour les onzièmes Jeux africains, sont les mêmes : glaner les médailles. Ainsi, dans la préparation, elles ne peuvent pas demander plus d'efforts et plus de volume de travail aux compétiteurs qui ne sont plus sur le banc de l'école pour en exiger moins aux compétiteurs étudiants ou élèves* », a expliqué Me Alec Mboutou Bokas. Une manière de dire que les responsables en charge de la préparation des athlètes devraient tenir compte du volume de travail qui doit être le même pour tous. La compétition aura lieu pendant

les grandes vacances, c'est vrai. Mais, la préparation des compétiteurs atteindra sa vitesse de croisière dans la fourchette des examens d'Etat pour certains. Leur temps de préparation serait ainsi divisé par deux : entraînements et études.

Défaut d'arbitres...

Les arbitres, soulignons-le, ont un rôle important à jouer sur les résultats des athlètes. Or, nombre de Fédérations sportives congolaises sont en manque d'arbitres internationaux. Elles savent donc à quoi s'attendre pendant les Jeux. De toutes les façons, il n'y a plus de temps pour former les arbitres qui puissent acquérir suffisamment d'expérience pour officier lors des confrontations lors de cette compétition continentale. Les athlètes pourraient donc subir les décisions subjectives pouvant les priver des médailles méritées. Vigilance. Rappels...

Le programme de compétitions proposé par le Comité d'organisation des Jeux africains (Coja) se présente comme suit : le hall des sapeurs pompiers abritera les combats de lutte du 4 au 9 septembre. De même pour les



Le ministre des Sports donnant les directives

à la course cycliste du 9 au 15 septembre.

Les disciplines retenues

Lors de la toute dernière réunion préparatoire de cette échéance sportive africaine, à Brazzaville, les représentants du Comité d'organisation des Jeux africains (Coja), de l'Union des confédérations sportives africaines, et ceux du Conseil des sports de l'Union africaine avaient approuvé la liste définitive des sports au programme officiel ainsi que les règlements techniques des disciplines retenues. Il s'agit notamment de l'athlétisme, du judo, la lutte,

la natation, du rugby à 7, du tennis, du tennis de table, du taekwondo, du volleyball, du karaté, la pétanque. L'athlétisme et le power lifting sont les disciplines sur lesquelles les sportifs handicapés vont rivaliser. Le nzango et la boxe des pharaons rénovée sont retenues pour la démonstration. Le Coja pourrait se prononcer sur une éventuelle rallonge des sports de démonstration puisque les fédérations de wushu, sambo et du jiu-jitsu en ont fait la demande.

Certaines disciplines donnent à croire...

Le football rassure. Les exploits réalisés en 2014 en témoignent. Qualification des Diables rouges à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) après quatorze ans de passage à vide. De même pour les juniors qualifiés à la CAN de leur catégorie. Il faut aussi souligner qu'ils sont vice-champion de la CEMAC après la finale perdue face au Tchad. Avec la montée en puissance des cadets, l'équipe des

U-23 qui représentera le pays aux Jeux africains aura une ossature capable de faire de bons résultats.

Par ailleurs, les karatékas congolais ont participé aux éditions de la coupe du monde de toutes les catégories entre 2013 et 2014. L'expérience acquise dans ces compétitions mondiales leur ont permis de faire bonne figure, l'année passée, sur le plan continental. Au récent championnat d'Afrique, à Dakar, Bikako a remporté la médaille d'or faisant du Congo champion en titre. Chez les dames, Youlou est vice-championne d'Afrique. Presque la même chose au taekwondo. Lors du championnat d'Afrique centrale au Tchad, les dix athlètes congolais alignés ont remporté dix médailles dont quatre en or. Pas plus tard qu'en novembre 2014, au challenge de la coupe du monde francophone, les Diables rouges de cette discipline ont glané une médaille d'or et deux de bronze. Une performance qui a placé le Congo en quatrième position devant la France, cinquième. Au judo, Elsa Oyama a remporté les médailles sur l'ensemble des compétitions auxquelles elle a représenté le Congo au plan continental. La liste de ces disciplines n'est bien pas exhaustive.

Le public sportif attend, en cette année 2015, des performances encore plus grandes qui devraient naître du mariage entre le travail bien fait et la persévérance dans l'effort. Le ministre des Sports et de l'éducation physique a rassuré que le gouvernement jouera pleinement sa partition à propos. Ce qui se fait déjà. D'ailleurs, dans son discours à la Nation le 31 décembre 2014, le président de la République, Denis Sassou N'Gouesso, a appelé à la mobilisation de tous pour la réussite de la compétition qui fera le bonheur de la jeunesse sportive africaine, en terre congolaise. Cette terre qui a vu naître ces Jeux africains en 1965, date de la toute première édition. De retour à Brazzaville cinquante ans après, on ose croire que les résultats seront au rendez-vous.

DISCOURS DE FIN D'ANNÉE

Joseph Kabila exhorte les Congolais à se mettre au service du bien commun

Le chef de l'État a annoncé, dans son message de vœux à la Nation, l'organisation des élections locales, municipales et provinciales ainsi que le démarrage des opérations du recensement de la population au cours de l'année 2015.



Joseph Kabila

Comme à l'accoutumée, le Chef de l'État s'est adressé à la population congolaise lors du réveillon de la Saint Sylvestre en lui présentant ses vœux les meilleurs pour l'année 2015. Outre ses compatriotes, ses vœux se sont également adressés à tous ceux qui ont choisi la RDC comme leur seconde patrie, et qui contribuent à son développement dans le respect des lois et des règles établies. La nouvelle année 2015, a-t-il déclaré, est celui des grands défis auxquels le pays devra faire face. L'organisation des élections locales, municipales et provinciales ainsi que le démarrage des opérations de recensement de la population comptent parmi les faits majeurs qui vont mar-

quer 2015. « Si le recensement de la population est une donnée dont la gestion de l'État ne peut faire l'économie, ces élections,

quant à elles, serviront d'étalon à notre démocratie », a ajouté le chef de l'État tout en invitant les Congolais, de tout bord, à

« contribuer à leur totale réussite, dans un climat apaisé, et dans un esprit républicain ».

Faisant le bilan de 2014, Joseph Kabila a indiqué qu'elle fut « une année des durs labeurs, mais aussi une année riche en émotion de tous genres ». Des accidents de circulation aux tueries de Beni et autres maladies dont celle à virus Ébola en passant par la mise en place du gouvernement de cohésion nationale, le peuple congolais aura vécu stoïquement toutes les tribulations ayant jalonné son parcours en 2014. Aussi Joseph Kabila a-t-il, par devoir de mémoire, pensé aux résultats des efforts constants conjugués par les fils et filles du pays en vue de consolider la paix, la sécurité et la concorde.

Sur la même lancée, il a prôné « le retour progressif au bercail de certains fils et filles égarés qui, à un moment ou à un autre, avaient coalisé avec les forces étrangères pour déstabiliser la mère patrie ». Le re-

tour au bercail de ces « enfants prodiges » qui constitue une des missions assignées au gouvernement de cohésion nationale passe pour une préoccupation essentielle du chef de l'État qui les a invités à mettre leur savoir et leur savoir-faire au service du bien commun. « Je tiens à dire qu'il n'est jamais trop tard pour monter dans le train de la paix et de l'émergence, que sur le chantier de la reconstruction il y a du travail pour tous les ouvriers, y compris ceux de la dernière heure et que toute contribution y est et y sera reçue avec reconnaissance, vu que la tâche est immense », a-t-il ajouté.

Enfin, Joseph Kabila a fait part de sa détermination à voir les exigences de la cohésion nationale et de l'excellence être renforcées et privilégiées au travers des nouveaux défis auxquels le peuple congolais sera confronté au cours de la nouvelle année 2015.

Alain Diasso

Joseph Kabila place l'amélioration des performances économiques comme une priorité

Le président de la République a exprimé la gratitude appuyée de la Nation à tous les acteurs de la consolidation de la croissance économique dans tous les secteurs de l'activité nationale.

Joseph Kabila a cité le cas des artisans congolais qui contribuent sans relâche à cette embellie économique. Très souvent anonymes, a-t-il soutenu, ils sont des millions de compatriotes à façonner une « nouvelle économie prospère à l'aide d'une houe, d'une bêche ou d'une machette ». Au-delà, il y a ceux qui s'organisent « dans des bureaux ou descendent au fond d'une mine ». Un hommage mérité également à ceux qui montent « sur des tracteurs, prennent les pirogues ou cultivent la terre » pour nourrir des millions de Congolais. Ensemble, ils consolident chaque jour un peu plus les perspectives économiques de la RDC, et contribuent à cet effet à créer le miracle congolais après des années sombres. Pour Joseph Kabila, « les retombées sociales sont largement partagées ». Pour 2014, l'année s'est achevée sur une belle note, au regard des performances économiques réalisées. Aussi Joseph Kabila a-t-il rappelé les assignations du gouvernement de cohésion nationale. En effet, le nouvel exécutif profondément aménagé, il y a peu, devra s'atteler à améliorer les performances économiques, même si la priorité des priorités reste le nettoyage des poches résiduelle d'insécurité. Mais ne dit-on pas que la bonne politique contribue à la création d'une bonne économie. Sans la paix, le défi économique restera vain. Dans un ultime appel aux réfractaires au changement, Joseph Kabila a expliqué « qu'il n'est jamais trop tard pour monter dans le train de la paix et de l'émergence ».

Cette émergence économique sera le fruit « d'un travail immense à abattre », a-t-il poursuivi. D'où l'intérêt de continuer à pousser de l'avant le chantier de la reconstruction de la RDC. « Il y a du travail pour tous les ouvriers, et toute contribution y est et y sera reçue avec reconnaissance ». Pour réaliser ces nouvelles perspectives de développement, Kabila compte sur le savoir et le savoir-faire de tous les Congolais.

Laurent Essolomua

RECENSEMENT DE LA POPULATION

L'opposition dénonce une stratégie de glissement du calendrier électoral

Pour l'opposition qui soupçonne de longue date Joseph Kabila de chercher à prolonger son bail, l'annonce d'un recensement n'est qu'un moyen pour faire « glisser » le calendrier électoral et retarder d'autant la présidentielle de 2016.

majeurs censés caractériser l'année 2015, Joseph Kabila s'est attiré la foudre de l'opposition qui y perçoit une stratégie visant à faire « glisser » le calendrier électoral et retarder la présidentielle de 2016. L'Union pour la Nation congolaise (UNC) et l'Union pour la démo-

processus électoral », laissant entendre qu'aucune élection ne pourrait avoir lieu avant la fin de cette opération. En fait, dans les milieux de l'opposition, on est convaincu qu'il faudrait trois à quatre ans pour réaliser le recensement de la population dans un pays comme la RDC, près de quatre fois la France, et où des pans entiers des territoires de l'est sont aujourd'hui contrôlés par des groupes armés locaux et étrangers, parfois actifs depuis vingt ans. Et lorsqu'on ajoute les difficultés que pose l'absence des voies de communication viables, on perçoit très vite le côté laborieux d'une telle opération qui requiert d'énormes ressources en hommes et en équipements. Forte de toutes ces convictions, l'opposition pense que Joseph Kabila veut se donner du temps en cherchant à tirer les choses en longueur.

À l'UDPS, on ne cherche même pas à trop réfléchir sur la question. « Comme ils se sont rendu compte que la communauté internationale ne veut pas entendre parler de révision constitutionnelle, ils mettent en place d'autres stratégies pour dépasser le délai de 2016 », a affirmé son porte-parole adjoint Augustin Kabuya cité par l'AFP. Et d'ajouter : « Joseph Kabila n'est pas prêt pour respecter le délai de 2016. Il va s'éterniser au pouvoir ».

Pour rappel, le dernier recensement remonte aux années 1980, avant les longues guerres régionales qui ont déchiré le pays jusqu'à 2003. Le pays compterait aujourd'hui environ 70 millions d'habitants, des estimations qui ne collent pas forcément à la réalité.

A.D.



Vital Kamerhe

Le discours de Joseph Kabila prononcé lors du réveillon de la Saint Sylvestre continue de faire jaser dans la classe politique et, particulièrement, dans l'opposition. Cette dernière, comme dans ses habitudes, a trouvé à redire sur cette allocution qui, d'après elle, traduit la volonté délibérée du chef de l'État de retarder l'échéance de 2016. En présentant l'organisation des élections locales, municipales et provinciales ainsi que le démarrage des opérations du recensement de la population comme les deux faits

cratie et le progrès social (UDPS) sont les deux principales forces politiques de l'opposition qui sont montées au créneau pour dénoncer ce qu'elles considèrent comme une supercherie.

D'après le président de l'UNC, Vital Kamerhe, les jeux sont déjà faussés au départ lorsqu'on conditionne les élections au recensement. Et pourtant, pense-t-il, c'est l'option levée par Joseph Kabila qui, lors de son adresse devant le congrès le 15 décembre dernier, avait affirmé que le résultat du recensement était « nécessaire pour la bonne fin du

SUD-KIVU

Des pressions s'accroissent pour la réouverture de l'hôpital de Panzi

Des ONG du Sud-Kivu ont demandé le week-end aux autorités de débloquent les comptes de l'hôpital de Panzi afin que les soins reprennent normalement dans cet établissement célèbre pour les services rendus aux femmes victimes de viols.

La nouvelle année 2015 commence plutôt mal pour le Dr Denis Mukwege, lauréat du prix Sakharov du Parlement européen pour son engagement en faveur des victimes de viols dans l'est de la RDC. Son hôpital de Panzi, un des grands centres de santé du sud-Kivu vient, en effet, d'être accusé de fraude fiscale par la Direction générale des impôts (DGI).

La fraude fiscale dont la question s'élèverait, d'après le ministre de la Santé, à près de 600.000 euros entre 2012 et 2013. Depuis ces années, explique-t-on, l'hôpital n'a plus versé un seul rond en termes d'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) de ses employés accumulant, entre-temps, des arriérés qui aujourd'hui pèsent sur ses

finances. L'autre grief formulé par les autorités de Kinshasa concerne le recrutement irrégulier, sans l'accord du gouvernement, des employés non assujettis au paiement de l'impôt professionnel sur les rémunérations.

Des imputations qui ont conduit il y a quelques jours à la saisie des comptes de l'hôpital au grand dam du personnel qui ne sait plus à quel saint se vouer. La DGI a, en effet, saisi l'argent sur le compte prévu pour les salaires du mois de décembre et pour le renouvellement des stocks de médicaments rendant incertain l'avenir des médecins et infirmiers prestant au sein de cet établissement hospitalier. Pour n'avoir pas reçu leur salaire de décembre, ces hommes et ces femmes ont dû passer les festivités de Noël et de Nouvel An dans le dénuement le plus total. C'est non sans raison qu'ils ont manifesté tout récemment devant les installations de la DGI pour protester contre la saisie des comptes de leur établissement. La DGI aurait mis en branle cette opération en



Dr Denis Mukwege

moins de dix jours seulement après émission de deux avis de recouvrement sans respecter le délai légal de six mois après notification, fait-on savoir du côté des avocats de l'hôpital. Ces derniers y voient manifestement l'ombre d'un acharnement avec des motivations

politiques. D'aucuns lient cet épisode aux récentes prises de position du Dr Mukwege en rapport avec le débat en cours sur la modification de la Constitution.

Rejetant toutes les accusations portées contre l'hôpital de Panzi, ses avocats ont non seulement dénoncé une taxation illégale, mais aussi indiqué que tous les employés sont des agents de l'État recrutés par l'Inspection provinciale de la santé.

« Si tous n'ont pas d'immatriculation comme tel, c'est parce que l'inspection a pris du retard dans la mise à jour de ses fichiers », fait observer Me Patient Bashombe avant d'ajouter qu'aucun hôpital public ne paie d'impôt professionnel sur les rémunérations. Ce qui est taxé dans le cas d'espèce, a-t-il

expliqué, ce sont les primes versées en supplément des salaires du personnel de l'hôpital qui, du reste, n'ont jamais fait, depuis la nuit de temps, l'objet de recouvrements spéciaux.

Plusieurs ONG locales se disent préoccupées par cette situation et demandent aux autorités de rouvrir l'hôpital de Panzi. « Nous demandons aux autorités de trouver une mesure transitoire pour permettre à l'hôpital de fonctionner », martèlent différentes associations du Sud-Kivu. Quant au Dr Mukwege, il pense qu'il y a une urgence à agir vite dans l'intérêt des malades dont le droit à la vie pourrait être mis en péril à défaut d'approvisionnement en médicaments et autres fournitures nécessaires pour prodiguer des soins. Il dénonce tout aussi la violation du droit des agents de l'hôpital à être rémunérés pour leur travail. Implanté à Bukavu, l'hôpital de Panzi compte quelque cinq cents employés et est spécialisé dans la prise en charge des femmes victimes de violences sexuelles.

Alain Diasso

DÉSARMEMENT DES FDLR

L'option du recours à la force se précise

L'équipe des envoyés spéciaux internationaux appelle à des actions militaires décisives contre ces rebelles hutus rwandais conformément aux résolutions 2098 et 2147 du Conseil de sécurité.

L'ultimatum lancé aux Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) par la RDC et ses partenaires internationaux pour déposer volontairement les armes a expiré depuis le 2 janvier 2015. De l'évaluation qui en a été faite, il en ressort que les objectifs n'ont pas été atteints. L'action n'a pas produit des résultats escomptés. Outre



Des soldats de l'ONU inspectent des armes des FDLR dans un camp de désarmement

le fait que les cadres militaires de cette rébellion ne se sont pas pliés à cette exigence, le nombre des combattants ayant effectivement déposé les armes est nettement en deçà du seuil attendu. D'après le ministre de la Justice et Garde des sceaux, Alexis Thambwé Mwamba, le nombre de ceux qui ont désarmé ne représente que 26 % de l'effectif total des combattants FDLR présents en RDC. L'effectif de ces derniers, selon les dernières estimations, est pourtant de 1300 hommes. Ce qui prouve à suffisance que la reddition des FDLR aura été un cuisant échec étant entendu qu'en dépit de toutes les exhortations et incitations diverses, ces rebelles hutus rwandais ont continué à perpétrer des violations des droits de l'Homme contre des personnes innocentes dans l'est de la RDC, à recruter des combattants et à poursuivre leur agenda politique illégitime.

Aujourd'hui donc, après épuisement du délai leur accordé, l'option militaire est devenue

inévitabile. « Toutes les dispositions opérationnelles requises ont été prises et seront prises à cet effet », a indiqué Alexis Thambwé Mwamba. Rien n'empêche à ce jour le désarmement forcé des combattants FDLR conformément aux résolutions 2098 et 2147 du Conseil de sécurité. L'équipe des envoyés spéciaux internationaux

venait d'ailleurs de donner son quitus pour des actions militaires décisives contre les FDLR exhortant au passage le gouvernement congolais, la Monusco et la Brigade spéciale d'intervention à en finir une fois pour toute avec ces rebelles hutus rwandais. De leur côté, les rebelles hutu rwandais rendent le régime Kagame responsable de la situation actuelle. Pour eux, l'ultimatum leur imposé n'aurait de sens que si le gouvernement rwandais ouvrait l'espace politique et militaire en faveur de leur réintégration au Rwanda. « Le 2 janvier devrait avoir un sens pour Kigali parce que c'est Kigali qui bloque notre retour chez nous! S'il ouvre l'espace politique, on rentre, c'est tout! », dit leur porte-parole La Forge Fils Bazeye cité par l'AFP. Faisant fi des menaces de la communauté internationale, les FDLR espèrent en la continuité du processus de leur désarmement jusqu'à son accomplissement.

A.D.

ENVOIS DE FONDS

Le désintérêt grandissant des banques constitue un coup dur pour les migrants africains

Le secteur bancaire se retire progressivement de cette activité pour des raisons de sécurité, mais ce retrait observé depuis un certain moment aura à terme un impact négatif sur le fonctionnement des transferts d'argent vers les pays en développement qui en ont le plus besoin pour augmenter leurs revenus nationaux.

Les raisons évoquées par le secteur bancaire pour justifier cette attitude de prudence sont de divers ordres. Il y a le souci d'éviter toute exposition aux circuits liés au blanchiment d'argent et au financement des organisations terroristes. Pour les grandes banques, l'idée est d'arriver à éliminer toute forme de risque de leurs activités. Comme l'explique la Banque mondiale (BM), le processus de retrait des banques du marché des envois de fonds empêchera au fil du temps les opérateurs de transfert d'argent de continuer à fournir ce genre de service. En cherchant actuellement à augmenter les coûts de transfert de fonds, les banques ne font que contribuer à l'exclusion des plus pauvres en les empêchant d'avoir accès aux services financiers formels, s'inquiète la BM. En effet, on estime actuellement que 2,5 milliards d'adultes. Cet argent provenant des migrants permet aux bénéficiaires de ces services de payer l'eau, l'électricité, le logement, l'éducation et la santé.

L'objectif de la BM est de poursuivre les efforts visant à parvenir à un accès universel aux services financiers à l'horizon 2020. L'enjeu est énorme, et concerne un nombre important de pays à cause de son impact direct sur les économies en développement. Il faut rappeler que cette matière a poussé la BM et ses partenaires du G20 à collabo-

rer avec les États déterminés à garantir l'intégrité de leurs marchés. Il s'agit des États qui éprouvent réellement le besoin de maintenir une affluence des envois de fonds à des coûts accessibles. Il se trouve que plusieurs paramètres aideront à relever ce défi. En effet, il y a un certain nombre de technologies innovantes et de réformes qui ont permis de baisser les coûts, principalement les mécanismes de transfert de fonds et de comptes bancaires. Certaines des innovations ont ouvert la voie à une infinité de nouvelles manières de transférer de l'argent avec des conditions plus intéressantes en termes de coût, de rapidité et de sécurité, renchérit la BM. Sur le plan des chiffres essentiels, l'on compte actuellement près de 230 millions de migrants à l'échelle mondiale. Leurs envois de fonds représentent une part significative des revenus des familles. En effet, les bénéficiaires sont estimés à 450 millions. Pour les pays dépendants, les transferts de fonds peuvent constituer une source de réserves de change. Au mieux, ils représentent une part significative de leur PIB. Lors des événements dramatiques, les transferts de fonds ont permis de soulager certains pays frappés. Il faut citer le cas d'Haïti qui a reçu des transferts de fonds représentant 21% de son PIB en 2013 après le tremblement de terre. La même accélération des envois de fonds est observée dans les pays touchés par l'épidémie à virus Ebola. Pour 2014, on estime globalement les flux à 582 milliards de dollars américains. Selon la BM, la baisse du coût global moyen d'envois de fonds de 10 à 7% a permis aux migrants de faire des économies de l'ordre de 54 milliards de dollars américains depuis 2009.

Laurent Essolomwa

Le centre d'hygiène mettra bientôt à disposition son bulletin mensuel d'information

Baptisé «Echos de l'hygiène», ce journal du Centre de l'hygiène publique et de la promotion de la santé Pointe-Noire/Kouilou destiné à l'éducation pour la santé, la prévention des maladies et la promotion de la santé sera mis à la disposition du grand public dans les prochains jours.

Dans son désir de communiquer efficacement et mieux promouvoir la santé aux populations, le Centre de l'hygiène a, depuis quelques temps, créé en son sein un département de la communication, des études et projets qui a réalisé ce bulletin constitué de 16 pages en couleur.

Ce nouvel outil de communication constitué de 16 pages en couleur a été présenté le 26 décembre à Sueco au cours d'un focus. Celui-ci a été animé par le docteur Justin Imboua, médecin, chef du Centre de l'hygiène publique et de la promotion de la santé, et David Herman Malanda, responsable du département communication, études et projets du centre. L'activité qui a réuni en majorité des hommes des médias a été organisée en vue d'obtenir des contributions pour l'amélioration de la qualité du bulletin avant sa mise à la disposition du public. D'où cette précision du docteur Justin Imboua s'adressant à l'auditoire lors du focus: « Nous comptons beaucoup sur vous pour les

contributions parce qu'il s'agit de quelque chose qui intéresse tout le monde. Vous n'allez peut être pas prendre la place des praticiens en milieu hospitalier, mais au moins dans le domaine de la prévention chacun de nous a un mot à dire. »

Ce bulletin constitue un des outils de l'espace de communication que le centre entend mettre en place en intégrant les canaux de communication existants (radio, télévision, journaux, internet, et autres) pour mieux informer, éduquer et communiquer sur le changement de comportement allant dans le sens de l'amélioration quotidienne des conditions socio sanitaires des populations. En mettant ce support à la disposition du grand public, l'objectif pour le centre est de conduire à l'application des règles de l'hygiène et les mesures de prévention contre les maladies, faire de sorte que le nombre de malades reçus dans les hôpitaux puisse baisser et que la ville soit épargnée des épidémies.

«Aujourd'hui notre ville fait l'objet d'une attention très particulière de la part de l'OMS et du ministère de la Santé. Il n'y a pas plus de deux semaines, une délégation conjointe, gouvernement de la République à travers le ministère de la Santé et l'Oms, a fait une descente dans notre ville pour faire le



Justin Imboua, à gauche et David Herman Malanda lors de la présentation du bulletin «Echos de l'hygiène»

point sur la récurrence des épidémies dont elle fait l'objet malgré les campagnes de vaccination, les épidémies comme le choléra, la rage et la poliomyélite. La prévention étant l'affaire de tous le docteur Imboua a indiqué : «Il nous revient à nous tous de prendre à bras-le-corps le problème de l'hygiène où les déterminants sociaux de la santé sont très importants.»

Outre les pages consacrées à l'épidémie d'ébola (origine, mode de transmission, mesures de prévention...) et au tabagisme (comment arrêter de fumer), le contenu de la première missive de ce bulletin est axé sur le centre en vue d'éclairer le public sur ses missions, ses principes fondamentaux de fonctionnement et faire comprendre

aux populations l'importance de la prévention.

Le centre a besoin de partenaires pour soutenir son initiative

Le bulletin « Echos de l'hygiène » a été réalisé avec les fonds propres du centre qui ne dispose pour l'instant pas d'un budget consacré à la communication ni d'une subvention pour le bulletin. Au focus, la création du département de la communication au centre et l'arrivée du bulletin ont été saluées par l'auditoire qui, en plus des contributions, a fait état de la préoccupation relative à la pérennisation du journal, son inquiétude de le voir disparaître quelque temps juste après sa naissance. Répondant à cette préoccupation le docteur Justin Imboua a informé de l'insertion cette année

d'une ligne budgétaire pour la communication par la direction départementale de la santé. Mais, la réalisation du bulletin nécessitant des moyens assez importants, il est nécessaire au centre d'avoir des partenaires pour soutenir son initiative. « Le centre a besoin de partenaires et mécènes pour pérenniser le journal », a-t-il dit.

Par ailleurs, expliquant le bien fondé de l'initiative du centre de mettre à disposition ce support et conscient du fait que, dans notre pays, la communication est plus prise en compte dans les structures privées, David Herman Malanda a rappelé son importance dans une institution publique : « La plupart des institutions publiques ne possèdent pas de service chargé de la communication. Toutes institutions ont besoin de communiquer aussi bien en interne qu'en externe c'est-à-dire avec son environnement ». Selon lui, une institution doit communiquer pour bâtir un capital de confiance et de sympathie et faire qu'elle soit comprise, soutenue et défendue en cas de crise. Elle doit veiller à son image à travers ses actes et ses prises d'opposition en communiquant. « Les institutions ont le devoir de rendre disponible l'information et le public a droit à l'information », a-t-il souligné.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

HUMEUR

Le recyclage des cadres, quel beau cadeau de nouvelle année !

C'est une interpellation d'ordre général, car la nouvelle année est bien là, et nombreuses sont des structures, entités, organisations sociales qui dans leur programmation et perspectives d'avenir ne laisseront qu'une marge assez négligeable à la dimension « formation continue » des agents. Or celle-ci est primordiale, car ce sont des ressources humaines qui renforcent la professionnalisation de l'entité.

Tenez ! Citons pêle-mêle certains secteurs comme la médecine, la presse, la police, la gendarmerie, l'armée, les transits, les impôts, l'aviation, le commerce, les transports terrestres, les douanes, les finances, etc. Et même les partis politiques. Ici ou là, la formation continue devrait occuper une place de choix.

Que pouvons-nous, par exemple, attendre d'un médecin évoluant dans une localité pendant près de dix ans et qui n'a plus été recyclé ? Réponse : balbutiement, tâtonnement et hésitation devant une ancienne pandémie à traiter et surtout si les anciennes molécules traitant ont été sorties du marché. Même chose pour un enseignant qui n'a jamais été recyclé alors que les nouvelles techniques et méthodes pédagogiques et docimologiques s'imposent, semble-t-il, tous les dix ans. Résultat : perte de compétence chez l'enseignant avec, par ricochet, et pour les apprenants, de mauvais résultats aux examens d'État, compositions, tests et concours.

En réalité, lors des vœux, il serait aussi souhaitable que des hiérarchies entrepreneuriales et autres insèrent dans leurs allocutions du jour le concept de « formation continue ou de recyclage ». Elle constitue la clé pour la dynamique d'une structure. Pour tout dire, les enjeux de la formation continue du personnel se déclinent en termes d'efficacité et d'efficience. Sans compter la bonne image de l'organisation à l'intérieur et à l'extérieur, la stimulation au changement, la propension aux innovations, l'ouverture de l'organisation aux apports externes, etc. En invitant des experts ou en envoyant des collaborateurs se former ailleurs, on augmente les compétences et on améliore les pratiques au sein de la structure.

Et pour les agents eux-mêmes, les avantages du recyclage sont multiples. Compétences et qualifications, maîtrise professionnelle, construction d'une identité collective, expertise acquise et consolidées. Bref, des objectifs assurés pour l'entreprise. Tout ceci pour dire que la formation continue s'impose à toute entreprise, société, structure et corporation. Autre question : quel serait alors le comportement d'un vieil administrateur non recyclé face aux nouveaux enjeux de la technologie ? Réponse, baisse du rendement administratif. Celui-ci ne fera que dormir devant l'ordinateur qu'il trouvera encombrant. Ceci faute de formation continue.

En un mot, la formation continue aide à la fois l'agent et l'entreprise. Elle est une priorité. En effet, un personnel non recyclé est comparable à une maison qui, sous le poids d'âge, perd sa qualité première et mérite d'être réhabilitée.

Faustin Akono

VIE DES PARTIS

Un double anniversaire pour le PCT

Le PCT/ Pointe-Noire célèbre le 45^{ème} anniversaire de sa création et commémore la 75^{ème} année de son fondateur Marien Nguabi. La cérémonie a eu lieu le Mercredi 31 décembre au siège du PCT situé dans le deuxième arrondissement Mvou-Mvou en Présence de Victor Foudi, président de la fédération du Parti congolais du travail (PCT) à Pointe-Noire accompagné de plusieurs autres membres de la ville de ce parti et ceux du district Tchiamba-Nzassi rattaché à Pointe-Noire

« Cultivons l'unité, la cohésion, l'engagement et la détermination pour le triomphe des idéaux du Parti congolais du travail » est le thème de cette rencontre. S'exprimant ainsi à l'occasion de cette journée, Victor Foudi a rappelé que depuis sa création, la vie de son parti n'a jamais connu de repos. « Depuis sa genèse à tout moment et à chaque instant, le PCT doit à la fois résoudre ses propres contradictions internes et faire face à la réaction interne et externe qui au fil des années ont fini de doter celui-ci, une expérience incontestable au niveau national et international. L'idée du fondateur du PCT, le camarade Marien Nguabi étant celui d'amener les forces vives du parti à devenir les principaux acteurs sur les plans politique, économique et social, ce qui a conduit au PCT de se proposer divers projets qui lui ont permis de fédérer les énergies au niveau du Congo » a-t-il déclaré. En effet la communication faite pendant ces retrouvailles par Ambroise Bayakissa, membre du conseil fédéral du PCT, Pointe-Noire, stipule que Marien Nguabi est né le 31 décembre 1938 à Ombélé, petit village situé à une dizaine de kilomètres de Fort-Rousset (Owando), dans le département de la Cuvette, fils de Dominique Ossere M'opoma et Antoinette Mbouale-Abemba. De 1947 à 1953, Marien Nguabi fait ses études primaires à Fort-Rousset et entre la même année à l'école militaire préparatoire Général LECLERC à Brazzaville. En 1957, il en sort et est affecté à Bouar en Oubangui-Chari (République Centrafricaine).



Tribune officielle de la cérémonie/Photo Adiac

De 1958 à 1960, il fait partie du 2^e bataillon des tirailleurs du Cameroun avec de sergent. À ce titre, il participe à la guerre coloniale que les Français livrent aux populations Camerounaises. En 1960, à la faveur de l'indépendance du Congo, il est admis à suivre une formation d'officier en France d'abord à l'école militaire de Strasbourg puis à l'école militaire interarmes Coëtquidan où il eut pour camarades de promotion ses compatriotes : Joachim Yhombi-Opango, Louis Sylvain Ngoma et Luc Kimbouala-Nkaya. En 1962, il revient au Congo avec le grade de sous-lieutenant et est affecté à la garnison de Pointe-Noire en qualité d'adjoint au commandant du bataillon d'infanterie puis promu au grade de lieutenant l'année suivante. En 1965, de retour à Brazzaville, il devient capitaine et commande le tout nouveau bataillon parachutiste des Forces armées congolaises, puis devient commandant le 1er octobre 1968. Au début des années soixante dix, il entreprend des études de physique à l'école supérieure des sciences de Brazzaville où il obtient un diplôme des études approfondies (DEA). Marien Nguabi, n'est pas seulement militaire, il est aussi intéressé à la politique, en 1966, il est membre du comité central du Mouvement national de la révolution (MNR), le parti unique où il représente l'armée. À l'instar de plusieurs autres officiers, il supporte mal les changements opérés dans l'armée par le pouvoir politique. Notamment, il se ré-

volte contre l'inféodation de l'armée au politique avec une commission civile à la tête de laquelle se trouve un officier membre du parti qui a rang de commandant en chef de l'armée populaire nationale (APN). Il le fait savoir au président Massamba-Debat, conséquence, il est puni et muté à Pointe-Noire. Il refuse et sera arrêté et rétrogradé au rang de soldat de première classe. Il s'ensuit un mouvement qui, au bout de compte conduit à sa libération et au rétablissement de son grade. Ainsi il gagne déjà une stature au sein de l'armée, et s'impose comme le chef de file des officiers progressistes qui souhaitent une politique plus à gauche de la part du gouvernement. Avec la dégradation du climat politique au début de 1968 et le risque d'une guerre civile, la libération de certains prisonniers, l'acte fondamental de nouveau modifié le 31 décembre 1968 à la suite d'une tension née entre les partisans de Massamba-Debat et les autres après la décision du Conseil national de la révolution (CNR) d'incorporer la défense civile dans l'APN, Marien Nguabi devenant ainsi le troisième président de la République du Congo à l'âge de 30 ans. Il entreprend alors une reconstruction politique de la société congolaise sur le modèle soviétique. Contre vents et marées, luttant et triomphant des différentes séquences d'adversité, tant au plan intérieur qu'extérieur, Marien Nguabi crée le PCT le 31 décembre 1969.

Séverin Ibara

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Zéphirin Nguié reconforte les plus âgés de Mongo Mpoukou

Après les enfants pendant la fête de Noël, le maire du cinquième arrondissement, Zéphirin Nguié a pensé cette fois-ci aux personnes de troisième âge de son arrondissement, Mongo Mpoukou, en remettant mercredi 31 décembre divers vivres à ces derniers

Ces vivres sont composés des bouteilles d'huile de cuisine, des poulets, des poissons, du riz, des boîtes de tomate, de l'oignon, et de sachet de sel. Manifestant ainsi leur satisfaction après la réception de ces vivres, Célestine Kouanga et Noël Tchicaya respectivement chefs de



Zéphirin Nguié remettant des vivres à une dame du troisième âge/Photo Adiac

quartier 503 et chef de bloc au quartier 507 ont manifesté leur joie en ces mots : « Ce n'est plus une surprise pour personne, il y a déjà beaucoup d'années que les personnes âgées de Mongo Mpoukou ont pris l'habitude de recevoir à l'occasion de chaque fête de fin d'année des vivres de la part de l'administrateur maire du cinquième arrondissement Zéphirin Nguié » ont-ils déclaré.

Présentant les vœux de Nouvel an aux bénéficiaires en particulier et aux habitants de Mongo Mpoukou en général, Zéphirin Nguié a placé l'année 2015 sous

le signe de la paix, l'unité, la solidarité et la sécurité pour son arrondissement et l'ensemble du pays.

Près de deux-cents personnes représentant l'ensemble des quartiers de Mongo Mpoukou ont été invitées pendant cette cérémonie qui a pris elle-même l'allure d'un véritable festin et caractérisée par plusieurs messages d'encouragement formulés par des bénéficiaires à l'endroit de l'administrateur maire de cet arrondissement. En plus des vivres, les personnes âgées ont eu chacun une enveloppe.

S.I.

FÊTE DE NOUVEL AN

Elisabeth Mangoko offre des vivres à près de 300 personnes

L'administrateur-maire de la communauté urbaine de Hinda a procédé à ce geste de générosité, le mardi 30 décembre, à la faveur de la fête de Nouvel an. Il a concerné des personnes du troisième âge.

Ces vivres sont composés de Riz, de l'huile de cuisine, des poulets, des tomates, de vin, des savons de linge et autres. Elisabeth Mangoko a tenu à se justifier sur le bien-fondé de ce geste réalisé en période de fin d'année. « Ces compatriotes n'ont plus assez de force de travail, certains d'entre eux sont certainement un peu malade ou fatigués par le poids de l'âge. Ainsi, en ma qualité de première citoyenne de Hinda, cette tâche me revenait pour égayer ces vieilles personnes qui représentent aussi des parents pour moi », a-t-elle dit.

Par ailleurs, Elisabeth Mangoko et Véronique Loembhet ont rappelé aux bénéficiaires de ces vivres, l'importance de la paix, de stabilité et de sérénité qui règne dans le pays en général, dans le département du Kouilou et la communauté urbaine de Hinda en particulier. Pour les deux oratrices, le climat de paix



Elisabeth Mangoko remettant des vivres à une vieille dame

actuel, se doit d'être préservé par tous. Dans le même ordre d'idée, le maire et la députée ont aussi exhorté les personnes du troisième âge de la localité à inculquer davantage les conseils de paix et de démocratie à l'ensemble de la jeunesse de cette communauté urbaine en vue de son essor socio-économique. « La paix et la stabilité sont des atouts essentiels de démocra-

tie que la jeunesse de Hinda doit s'approprier à travers les orientations que leur donnent les plus âgés, en vue de la poursuite du développement et la modernisation de cette communauté urbaine par les autorités gouvernementales », ont souhaité les deux oratrices.

La satisfaction des bénéficiaires était au rendez-vous. A en croire Germaine Malonga et Ernestine

Sitou, le geste de leur bienfaiteur n'est pas la première du genre. « La réception des vivres en fin d'année est devenue une tradition pour toutes les vieilles personnes de Hinda. Ainsi, pour notre part, nous ne ménagerons aucun effort en vue de soutenir madame Elisabeth Mangoko à travers des conseils et en répondant présentes dans le cadre de l'accomplissement

de certaines obligations d'ordre public visant l'assainissement ou le développement de Hinda », ont-elles déclaré.

Chaque bénéficiaire des vivres a reçu en plus une enveloppe dont le montant n'a pas été rendu public. Le même geste s'est poursuivi aussi chez les membres du cabinet de madame le maire et chez tous chefs de quartiers de la dite communauté urbaine. « C'est en soignant plus proche de ses administrés qu'une autorité publique peut prétendre apprendre beaucoup de choses importantes liées à l'épanouissement de sa communauté. C'est une occasion de plus pour madame le maire de manifester ses doubles qualités notamment, celle d'une maman et celle d'une autorité publique », a indiqué Ngom Loemb Jacques Isidore, chef du quartier N°1 de Hinda. Elisabeth Mangoko est la première administratrice-maire de la communauté urbaine de Hinda depuis sa création et sa séparation de l'ancienne tutelle, la capitale économique Pointe-Noire, située à plus d'une vingtaine de km.

Faustin Akono

Les personnes âgées de Ngoyo passent la fête du Nouvel an avec le Dr Christian Didas Bongolot

À l'occasion de la fête du Nouvel an, le conseiller municipal, Dr Christian Didas Bongolot a donné le 31 décembre à près de 50 personnes âgées des vivres. La cérémonie a eu lieu au quartier Mpaka-Patra dans le 6^e arrondissement Ngoyo à Pointe-Noire.

Composés essentiellement de poulet, riz, oignons et d'huile, ces vivres représentant le panier de la ménagère ont été remis aux personnes du 3^e âge en témoignage de l'amour qu'a le conseiller municipal, Dr Christian Didas Bongolot pour elles.

« Nous qui avons grandi au Mbongui, connaissons la valeur d'une personne âgée, qui est une véritable bibliothèque vivante, à qui nous devons conseils et sagesse. C'est pourquoi nous avons pensé à elles en ce jour de fête afin qu'elles le passent en beauté. C'est aussi un moyen de leur souhaiter, les vœux, les meilleurs en cette année nouvelle » a dit Dr Christian Didas Bongolot.

Les bénéficiaires sont venus des dix quartiers de l'arron-



Le Dr Christian Didas Bongolot remettant les vivres à une personne âgée crédit photo Adiac

dissement 6 Ngoyo dont le Dr Christian Didas Bongolot est un des élus. « Avec les autres conseillers municipaux, nous allons nous évertuer pour que la ville de Pointe-Noire présente une image resplendissante et surtout que ses conseillers défendent sans réserve les doléances de la population au conseil municipal » a-t-il ajouté.

Pour l'année 2015 qui commence, le Dr Christian Didas Bongolot a souhaité que la confiance que lui a témoi-

gnée la population en l'éasant conseiller municipal soit traduite en acte au conseil municipal en défendant leurs intérêts lors des différentes sessions par la prise des décisions en faveur de la population. Deux bénéficiaires du don à savoir le Dr Madzou et Jacqueline Poba ont remercié au nom de leurs collègues le Dr Bongolot pour ce geste louable en souhaitant que les autres conseillers municipaux fassent autant les mois à venir.

Hervé Brice Mampouya

SPORT

L'Amunof et Tchékélé renforcent leurs liens de collaboration

L'association mutualiste des nostalgiques du football (AMUNOF) de Pointe-Noire vient de séjourner récemment à Dolisie dans le département du Niari où elle a rencontré une autre structure sportive, Tchékélé



L'équipe AMUNOF/Photo Adiac

Selon le staff dirigeant de ces formations, ce déplacement sportif avait pour but de présenter les félicitations au nouveau maire de la ville de Dolisie, Yves Diokouandi, lui aussi membre actif de l'Amunof. Pendant ces retrouvailles, les deux formations sportives ont planté le décor de leur éventuel jumelage. Ces accords sont destinés à établir des liens d'échanges entre ces deux clubs de football.

Ainsi pour symboliser cette union, une rencontre amicale a opposé les deux formations à Dolisie. Les formalités administratives en vue de l'union entre les deux clubs sont prévues pour janvier 2015 à Dolisie ou à Pointe-Noire. L'Amunof et Tchékélé sont respectivement dirigées par les colonels Gaétan-Victor Oborabassi et Rémy Ayayos.

Séverin Ibara

250 enfants des agents de BGFIBank en fête à Noël

Le parc de jeux Sofia Beach situé au bord de la plage, dans le 1er arrondissement Lumumba à Pointe-Noire, a abrité le 20 décembre l'arbre de Noël 2014. Une fête foraine qui a réuni près de 250 enfants des agents BGFIBank venus passer les fêtes de Noël en compagnie de leurs parents. Ce, en présence d'Éric Guyon, Directeur général adjoint de ladite banque.

En ouvrant les réjouissances infantiles, Éric Guyon, ravi de se retrouver au milieu de 250 enfants des agents a dit « Mes chers enfants, bien que vous soyez accompagnés de vos parents, cette journée est la vôtre. Nous allons nous amuser ensemble avec vous cet après-midi. Toutes les conditions sont réunies pour vous égayer ce soir. Alors ! Bonne fête les enfants » Ainsi, pendant près de quatre heures, les enfants dont l'âge varie entre 3 et 15 ans ont participé avec joie aux nombreux jeux préparés pour eux : la

que nos enfants apprennent à vivre ensemble avec les autres autour des jeux. Les enfants accompagnés de leurs parents s'éclatent autour de multitudes de jeux qui sont retenus pour agrémenter cette fête. C'est aussi un message à l'endroit des autres sociétés pour renforcer cette solidarité que toute entreprise doit mettre en place pour le bien de ses employés et de leurs enfants ». Tamba Jypsy, élève en classe de 4e, les mains remplies de jouets a exprimé sa joie : « Je suis très contente



Eric Guyon en compagnie d'un enfant

Arbre de Noël : La fête foraine avec



Eric Guyon, à gauche, le père Noël et les enfants



Les enfants en train de jouer



Les enfants jouant au jeu de la chaise musicale

pêche aux jouets, la tire à la corde, le tennis, les jeux d'adresse, d'équilibre, la course à sac, les devinettes, la chasse au trésor, le jeu de la chaise musicale... Chaque enfant a démontré son habileté et remporté les cadeaux récompensant les plus perspicaces.

Tous les enfants ont reçu chacun un jouet. Ce qui a réjoui énormément les parents qui ont accompagné leurs bambins.

Selon Guy Magloire BISSOKO, Responsable Ressources Humaines Pointe-Noire à BGFIBank Congo, « Ce projet s'inscrit dans sa ligne de banque citoyenne. Citoyenne pour ses clients, mais citoyenne aussi pour ses employés, qui pendant trois cent soixante-cinq jours ont œuvré pour le bien-être de l'entreprise. Chaque année, BGFIBank organise l'arbre de Noël, pour satisfaire ses employés, mais aussi pour les mettre en adéquation avec la période qu'est Noël. Mettre les jouets à la disposition des enfants des employés traduit cette véritable citoyenneté caractéristique de la vie d'entreprise ».

Quant à Fernandel Siassia, Chargé de la Logistique et Sécurité à BGFIBank Congo, appréciant l'initiative de sa structure a dit « Aujourd'hui, Noël c'est la famille. BGFIBank en tant qu'entreprise citoyenne entend marquer sa dimension de rassembler les familles afin de les mettre au cœur de leur vie familiale en collaboration avec leurs enfants. Ce qui est important pour nous de célébrer Noël, c'est



Les enfants sur les balançoires



Quelques enfants en train de s'adonner aux jeux



Une vue des cadeaux prévus par la BGFIBank Pointe-Noire

d'avoir été invitée à la fête. Je suis vraiment fière de mon père parce que s'il ne travaillait pas à BGFIBank, je n'allais pas être ici. La fête s'est bien passée, car j'ai eu plusieurs jouets et

suis faite beaucoup d'amies. Je souhaite que cette activité puisse se pérenniser dans le temps et dans l'espace. Merci à BGFIBank ».

accompagnés de leurs parents, tous agents de BGFIBank Congo. Pendant ces réjouissances infantiles et ludiques, les enfants se sont donnés à divers jeux tels les balançoires, les jeux d'adresse, les jeux d'intelligence et bien d'autres.

En outre, un repas de Noël a été servi aux enfants et à leurs parents, en signe d'amitié, symbole de banque citoyenne qui caractérise cette institution bancaire, toujours proche de ses clients mais aussi disposée à offrir un meilleur cadre de travail à ses employés dont les enfants ont reçu de nombreux cadeaux signe de cette citoyenneté agissante.

Pour les enfants, grâce à BGFIBank, ils ont dégusté les jus de fruits accompagnés du copieux repas. Tous, heureux d'avoir reçu chacun des jouets offerts par BGFIBank, une entreprise bancaire au service des populations.

CAN 2015

Dagano absent, Traoré incertain et Nakoulma de retour au Burkina (groupe A)

Paul Put, le sélectionneur belge des Etalons du Burkina, a presque choisi, puisqu'il a pour l'instant retenu une liste de 24 joueurs pour la CAN 2015. Si les cadres sont tous au rendez-vous (Pitroipa, Traoré, Bancé, Kaboré), on note l'absence de Moumouni Dagano, lui qui avait participé aux campagnes 2002, 2004, 2010, 2012 et 2013.

En phase de reprise après des problèmes récurrents à la cheville, Alain Traoré reste incertain. En cas d'absence, il pourrait être remplacé numériquement par Préjuce Nakoulma. Mis au ban, le mois dernier, pour avoir manqué les 5e et 6e journées des éliminatoires, le nom du milieu de terrain de Mersin Idmanyurdu est finalement couché sur la liste.

Finalistes de la CAN 2013, les Etalons retourneront en Afrique du Sud pour leur préparation : ils y affronteront le Swaziland et le Botswana les 10 et 13 janvier. Placés dans le groupe A, ils feront leur entrée dans la compétition face au Gabon. Rappelons que le Burkina avait terminé 2e de leur groupe derrière les Panthères (nul et victoire du Gabon).

Les 24 Etalons du Burkina

Gardiens : Moussa Germain Sanou (Beauvais/D4 France), Abdoulaye Soulama (Hearts of Oak/Ghana), Moussa Fofana (RC Kadiogo)

Défenseurs : Bakary Koné (Olympique lyonnais/France), Mohamed Koffi (Zamalek/Égypte), Wilfried Balima (Sheriff Tiraspol/Moldavie), Steve Yago (Toulouse/France), Paul Keba Koulibaly (Horoya FC/Guinée), Narcisse Bambara (Universitatea Cluj/Roumanie), Florent Rouamba (CA Bastia/France), Issa Gouo (AS Kaloum/Guinée)



Meilleur buteur de la sélection burkinabé, Moumouni Dagano ne disputera pas sa 6e phase finale de CAN (crédits photo adiac)

Milieux : Jonathan Zongo (Almeria/Espagne), Moussa Yedan (Al Ahly/Égypte), Bertrand Traoré (Vitesse Arnhem/Pays-Bas), Djakaridja Koné (Evian TG/France), Charles Kaboré (FC Kuban/Russie), Préjuce Nakoulma (Mersin Idmanyurdu Klubu/Turquie), Adama Guira (Sonderyesk/Danemark), Abdou Razack Traoré (Kardemir Karabuk Sport/Turquie)

Attaquants : Jonathan Pitroipa (Al Jazira/Emirats arabes unis), Aristide Bancé (HJK Helsinki/Finlande), Issiaka Ouedraogo (Admira Wacker/Autriche), Alain Traoré (FC Lorient/France), Banou Diawara (RC Bobo Dioulasso/Burkina Faso).

Camille Delourme

Les Bafana avec Rantie mais sans Patosi et Serero (groupe C)

Ephraim Mashaba, le sélectionneur de l'Afrique du Sud, a rendu sa liste définitive le 30 décembre. Onze joueurs sont donc écartés, dont Thulani Serero (Ajax Amsterdam, 24 ans, 19 sélections, 1 but) et Ayanda Patosi (Lokeren, 22 ans, 5 sélections, 1 but), ce qui limite à cinq le nombre des expatriés.

Parmi les expatriés, on retrouve Tokelo Rantie (26 sélections, 5 buts) : blessé à l'épaule depuis fin novembre, l'attaquant de Bournemouth vient seulement de reprendre l'entraînement. Une prise de risque du sélectionneur sud-africain, qui fait également appel à Bernard Parker, prolifique buteur dont la dernière sélection remonte au Chan, en mars dernier.

Rappelons que les Bafana, irrésistibles pendant les éliminatoires, auront fort à faire dans le groupe C, dit de la mort, avec l'Algérie, le Sénégal et le Ghana. Dans le cadre de leur préparation, les Bafana affronteront la Zambie le 4 janvier.

Les 23 Bafana Bafana

Gardiens : Darren Keet (Courtrai/Belgique), Brilliant Khuzwayo (Kaizer Chiefs), Jackson Mabokgwane (Mpumalanga Black Aces)

Défenseurs : Thabo Matlaba et Patrick Phungwayo (Orlando Pirates), Thulani Hlatshwayo et Siyabonga Nhlapo (Bidvest Wits), Rivaldo Coetzee (Ajax Cape Town), Eric Mathoho (Kaiser Chiefs), Anele Ngcongca (Genk/Belgique)

Milieux : Bongani Zungu et Themba Zwane (Mamelodi Sundowns), Reneilwe Letsholonyane et Mandla Masango (Kaiser Chiefs), Sibusiso Vilakazi (Bidvest Wits), Dean Furman (Doncaster/D4 Angleterre), Andile Jali (Ostende/Belgique), Oupa Manyisa (Orlando Pirates), Thuso Phala (SuperSport), Thamsanqa Sangweni (Chippa United)

Attaquants : Bongani Ndulula (AmaZulu), Tokelo Rantie (Bournemouth/D2 Angleterre), Bernard Parker (Kaiser Chiefs)

C.D.

RÉFLEXION

L'année de tous les dangers

Il est de bon ton, en ce début d'année 2015, de dire ou d'écrire que les douze mois à venir seront marqués par les troubles qui affecteront le monde émergent : troubles religieux, troubles sociaux, troubles raciaux, troubles politiques et autres fossés que creuse entre les hommes l'incapacité à s'entendre.

Mais vous ne verrez aucun commentateur oser dire ou écrire que le plus grand danger qui menace aujourd'hui la planète provient des grandes puissances, de celles-là même qui se regroupent dans des entités artificielles telles que le G8 pour dicter leur loi au monde et engagent celui-ci dans des crises sans issue.

Mettons donc allègrement les pieds dans le plat sans grand risque d'être contredit par les événements à venir.

La plupart des guerres qui dressent les peuples les uns contre les autres ou contre eux-mêmes sont le résultat, la conséquence inévitable de l'intervention des « Grands » dans des affaires qui ne les concernent

en rien. L'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, le Mali, la Centrafrique qui font la une des journaux en raison des conflits meurtriers qui s'y déroulent, doivent pour une large part leur malheur à l'ingérence aussi absurde que criminelle de l'un ou l'autre des « Grands » dans leurs affaires intérieures.

Rien n'illustre mieux ce comportement que le refus opposé la semaine dernière par le Conseil de sécurité des Nations unies aux Palestiniens qui veulent très légitimement constituer un État, ou que l'interminable partie d'échec qui oppose l'Iran au groupe dit des « cinq » à propos du nucléaire dont ses voisins se sont dotés sans demander l'avis de qui-conque mais auquel on lui refuse obstinément l'accès. Et qui peut nier aujourd'hui qu'en faisant assassiner le Guide Libyen Mouammar Kadhafi, la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis ont ouvert en Afrique une boîte de Pandore qui n'est pas près de se refermer ?

Dans un tout autre domaine, celui de

l'économie et des finances, il est clair pour tout le monde, y compris pour les peuples riches de l'hémisphère Nord, que le danger vient du dérèglement continu des relations entre les États, provoqué par la toute puissance de la sphère financière. Si une crise majeure, analogue à celle de 1929 d'où surgit la deuxième Guerre mondiale, vient à se produire comme on peut désormais le craindre, ce sont bien les pays riches qui en seront les seuls et uniques responsables. Le Sud, qui progresse rapidement sans l'aide de personne, n'aura aucune part de responsabilité dans le carnage qui en découlera inévitablement.

Pour ce qui concerne enfin le sort de l'humanité toute entière, je veux parler du dérèglement climatique qui menace très directement aujourd'hui l'espèce humaine dans son ensemble, le constat apparaît encore plus accablant. Provoqué par l'inconscience des nations industrielles, en tête desquelles figurent les États-Unis, l'Europe, la Russie, la Chine, l'Inde, le Japon, il ne cesse et ne cessera pas

de s'aggraver car aucun de ces pays n'est disposé à prendre les mesures qui permettraient de le combattre. On en aura une preuve accablante cette année lorsque le « sommet du climat », organisé à Paris, se transformera inévitablement en fiasco.

La vérité, la simple vérité, la triste vérité, est que 2015 verra sans aucun doute s'aggraver les tensions et se multiplier les menaces qui font courir les plus grands risques aux hommes. Non parce que les peuples du tiers-monde s'avèrent incapables de mettre de l'ordre dans leurs affaires, mais parce que les « Grands » se mêlent de ce qui ne les regarde pas et, ce qui est plus grave, s'avèrent incapables de prévoir les effets de leurs interventions anarchiques sur les cinq continents.

2015, l'année de tous les dangers ? Oui, certainement, si les puissants continuent de se comporter comme ils le font !

Jean-Paul Pigasse